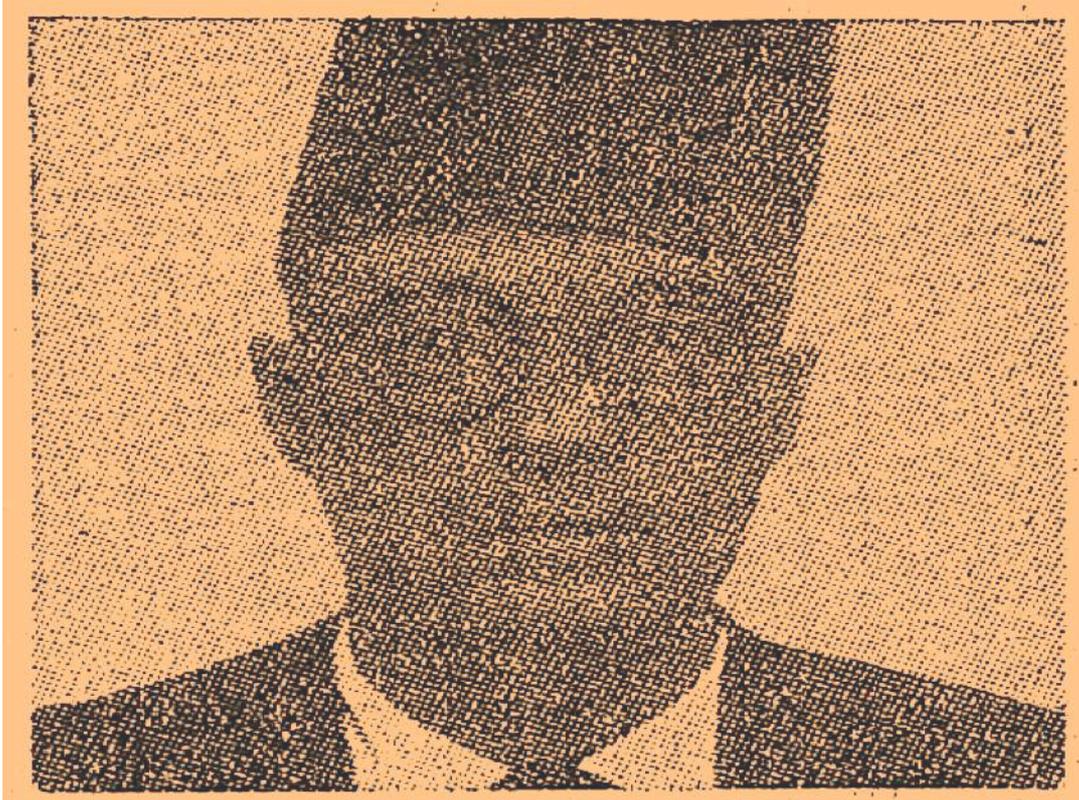


Mohamed - Karim ASSOUANE



**AMAR
OUZEGANE**

UN

Communiste

Musulman

à la mémoire

d'Abdelkader Benzighala

PRESENTATION

Lorsque le troisième leader du Parti Communiste d'Algérie (PCA), se mettait à écrire son livre-témoignage, *Le Meilleur combat* (1962), il n'était plus ce militant dévoué à la cause du prolétariat algérien. En effet, Amar Ouzegane c'est de lui qu'il s'agit dans ce présent écrit, ce nationaliste enrôlé au sein de l'UGTA-FLN et le militant indépendantiste qui purgeait sa peine de prison à Fresnes en 1962.

L'écrit en question, ne peut-être considéré un simple témoignage d'un cadre-militant communiste qu'il fut jusqu'en 1947 pouvant éclairer du mouvement communiste algérien (MCA) sur une des pages les plus ambiguës et des plus complexes. Mais *LMC* est un ouvrage qui répondait beaucoup plus à une attitude bien personnelle, de la part d'Ouzegane, en direction de celui qui le remplacera à la direction du PCA, Larbi Bouhali. Ce dernier avait rédigé un article intitulé *Le peuple algérien lutte pour son indépendance nationale*, publié sur la revue théorique du PCUS, *Kommunist*, en 1960.

Il est intéressant d'apprécier et à sa juste valeur, l'écrit de Amar Ouzegane avant de porter un tout autre regard sur l'itinéraire de l'ex-militant « communiste ». Rééditer sous les presses d'une édition étatique en 2006, *LMC* s'ouvre sur ce qu'il nomme *idéologie nationale révolutionnaire* (première partie) et que le FLN est bien cette force qui a réussi « *d'achever la défaite politique et idéologique des forces paralysantes au sein du peuple* » (p. 22). Les forces en question, Ouzegane les classes et les déterminent non en tant que classes sociales, mais comme *manifestations idéologiques* comme si le FLN avait mené une lutte idéologique armée contre un cartel idéal composé de *nationale- réactionnaire* (les zaouïas), le *nationale-réformisme* (l'association des Oulémas), *l'idéologie de capitulation* (PCA et MNA) enfin, celui de *l'idéologie contre-révolutionnaire du messalisme* (*LMC*, p. 22-23).

Ouzegane estime que le régime colonial est source d'analphabétisme et d'obscurantisme (p. 29) et que la fidélité

« à l'islam persécuté et bafoué par la colonisation était objectivement plus révolutionnaire – dans la perspective lointaine – et sur le plan dialectique et sur le plan historique » (p. 29).

S'il considère que le mouvement de réforme religieuse est un mouvement de « renaissance islamique de caractère culturel et politique » (p. 30), le Parti communiste par contre était,

« Une organisation bourgeoise, anti-communiste, rétrograde, cherchant à contrecarrer l'action révolutionnaire du Parti national révolutionnaire, « organisation de masse » devant rassembler tous les partisans de l'indépendance de l'Algérie » (p. 30).

Et rectifiant un peu lus loin son tir, il précisera que la position du Parti Communiste en Algérie « fût rectifiée sur la pression de militants syndicaux liés au peuple » (p. 31) en donnant l'exemple d'une action de masse combinée entre PCA et PNR « en faveur du cheikh El-Okbi » (p. 31), qui a été accusé d'avoir été l'instigateur de l'assassinat du muphti Bendali d'Alger en 1936.

Chargeant une fois de plus le PCA, Ouzegane considère ce parti comme une organisation dépourvue de révolutionnaires qui puisse « étudier en même temps Al-Coran et Marxisme et empiriocriticisme » (p. 41). Le militant révolutionnaire moderne, dont Ouzegane fait allusion, est celui qui rejette l'attitude de la direction bureaucratique du PCA à l'égard de la religion « par référence aux communistes français qui ont hérité de l'anti-cléricalisme jacobin » qui, devant l'échec de la transformation de l'Eglise en Eglise nationale détachée du Vatican, ont procédé à la fermeture des couvents (p. 42). Mais, selon Ouzegane, la direction du PCA préfère « se nourrir quasi exclusivement de la littérature des Editions Sociales du PCF » (p. 42), se faisant influencée par

« La déviation de l'aristocratie ouvrière européenne, par la paresse intellectuelle et par la taqlid mimétique les dirigeants du PCA se passeront au coup la corde de l'opinion de L'Humanité. » (p. 42)

Pour Ouzegane le PCA n'a pas réussi à savoir son indépendance selon l'exigence de « événement historique », puisque son premier Congrès constitutif « s'est déroulé (...) avec la participation du Troisième secrétaire du PCF » (p. 83-84). Un PCA qui promettait au poste de secrétaire à l'organisation dans « l'appareil du CC du PCA » (p. 87), un permanent originaire de la Métropole qui refusait de travailler sous la direction d'un arabe. Ouzegane parle d'abandon, de la part du PCA, de la formation, de l'éducation militante et de l'organisation de « la couche laborieuse la plus méprisable, la plus nombreuse, la première réserve de la Révolution anti-impérialiste » (p. 87) de la part surtout d'un parti qui se voulait être prolétarien.

Maxime Rodinson, cet orientaliste « marxisant » et dans un article compte-rendu, avait mentionné LMC d'Ouzegane comme étant un ouvrage qui « règle les comptes de l'auteur avec son passé communiste et son présent nationaliste » (*Le Monde-diplomatique*, n° 104 du 12-1962), (p.7). Rodinson regrettant que « plus de

distance eût été plus efficace », même si Ouzegane dépasse la défensive et attaque. En attaquant, « *Il construit. Et en discerne les lignes maîtresses d'un nouvel édifice, les linéaments d'une nouvelle idéologie* » (Idem), celle de l'islam comme facteur de progrès.

Mais en s'acharnant sur « *l'idiosyncrasie du théoricien du PCA, ce particularisme bureaucratique béguetant la doctrine comme une chèvre* » (p. 189). Amar Ouzegane ne contribue nullement à éclairer l'histoire du MCA, en termes de lutte des classes et d'événements historiques. Il n'est certes pas un historien, ni même un théoricien du Parti, mais la retenue de cet ex-militant internationaliste, nous aurais éviter les propos sarcastiques et blessant même, envers d'un Larbi Bouhali qui, tout comme Ouzegane, est aussi un produit du déviationnisme politico-idéologique au sein d'un même « parti ». *LMC* est malheureux combat de celui qui fut militant puis cadre au sein du PCF, puis un des dirigeants du PCA et qui a contribué énormément à la lutte nationale dans son ensemble, mais aussi, participant à la dégénérescence de tout un mouvement révolutionnaire algérien.

Mais les faits historiques sont là et demeurent une des dimensions les plus déterminantes à comprendre le pourquoi de tel ou tel comportement politique et idéologique, permettant l'écriture de l'histoire du MCA en terme de connaissance, permettant l'émergence de prises de positions futures.

De notre part, et après avoir abordé une lecture de l'itinéraire de Benali Boukort, dans un précédent écrit et nous tenons à le mentionné fortement. Nous n'avons aucun règlement de compte à dissimuler ou à expliciter devant les sacrifices de nos aînés du MCA, Amar Ouzegane en tête, bien que nous n'avons pas l'honneur de le connaître ou de l'approcher, il était important de signaler qu'après lecture de *LMC*, nous relevons en lui un homme de grande culture et de lectures, une chose bien rare dans le contexte colonial.

Amar Ouzegane évoquera l'Emir Khaled et la création de l'Etoile Nord-Africaine (ENA), en la qualifiant d'organisation national-révolutionnaire (pp. 118-119) et l'attitude tactique du PCA envers ses nationalistes (pp. 170-178) qu'il trouve incompréhensible et la qualifiant de grave erreur historique. Tout en revenant à la charge, à l'encontre de rival « bureaucratique », Ouzegane considère Larbi Bouhali comme un frotteur de nombril autour d'une soi-disant opposition du « *facteur militaire au facteur politique* » (p. 188) durant la lutte armée nationale entre le FLN et l'ALN.

Bien qu'il l'avait affirmé au début de son pamphlet, la question méthodologique qui l'opposait à Bouhali, n'allait nullement « *dresser le catalogue des principes de la guerre révolutionnaire, de la stratégie et de la tactique dans la révolution bourgeoise démocratique* ». La conception est lancée et elle soulève un autre débat quant à la

perception marxiste d'Ouzegane lui-même. De quelle « révolution bourgeoise démocratique » est-il question à l'heure e la lutte armée anticolonialiste et où la contradiction fondamentale est entre le peuple colonisé en lutte et la machine de guerre coloniale. La confusion idéologique est certaine et ne fait qu'accentué la contradictoire vision d'Ouzegane. Il évoque ces « *mains habiles* » qui peuvent vérifier, dans le cas algérien, une « *science révolutionnaire transformée en outil efficace* ». un « outil » qui permet de démêler ce qui « *appartient au matérialisme historique* » (Ouzegane) de celui qui appartient à la *théologie dogmatique*, un concept qu'il dit emprunté à Ibn-Khaldoun dans une tentative d'allier la pensée empirique du savant du 12^e siècle avec la dialectique marxiste.

Nous ne cherchons nullement à prendre position dans ce genre de conflits quoique bien historique, ni à défendre l'un ou l'autre, mais plutôt d'apporter une matière évènementielle pour une lecture historique et dialectique dans le but de soulever un débat de militants qui pourrait répondre à la question suivante : Avions-nous eu réellement un Parti Communiste Algérien ou faut-il parler de nécessité d'une refondation d'un Nouveau Parti Communiste Algérien ?

UN « PCA VIRTUEL » POUR DES REALITES CONCRETES

Les 29 et 30/10/2019, la presse électronique algérienne a fait état de la création d'un parti communiste, à partir d'une page Facebook « Saout El-Kadherine » (La Voix des prolétaires), à travers la publication d'une *Proclamation de la constitution du Parti du prolétariat libérateur et émancipateur des travailleurs. Le Parti Communiste.*

Composer de 17 paragraphes et quelques 2685 mots, le texte évoque cette proclamation dans « *le contexte de contre-révolution mondiale et d'affrontements anti-impérialiste pour le partage des ressources et des marchés* ». Beaucoup « d'internautes » et quelques militants progressistes ont manifestés leur engouement, appréciant « l'initiative » du Link.

Mais, à lire attentivement les deux premiers « textes » fondateurs du PC virtuel, il y a lieu de relever son total éloignement, tout d'abord, de l'ancien PCA et de ces continuateurs, ensuite. C'est une annonce de rupture à partir d'un rien.

Les contenus des textes du PC virtuel n'apporte absolument aucune réponse ni référence théorique et philosophique sur l'identité de ce parti autoproclamé du « prolétariat des travailleurs » (Y a-t-il un prolétariat des chômeurs et des sans-emplois ?). deux mots qui sonnent la contradiction idéologique des concepteurs des « appels », à vouloir se désigner comme avant-garde d'une force de travail bien plus explicite dans la littérature marxiste-léniniste. La limite historique du « texte » de proclamation ne dépasse nullement le mouvement de masse du 22 février 2019. Il est d'autant plus intéressant de signaler au passage, cet apparition imitative d'un langage pompeusement trotskyste tentant de contenir un mouvement de contestation politique qui continu à ne pas dire son nom, c'est un PC virtuel et imagé au sein d'un *hirak des vendredis criards*.

Si nous signalons, au passage, cette annonce, c'est bien dans le cadre d'évoquer l'itinéraire « communiste » d'un militant qui participe lui aussi, à l'annonce d'un PC d'une tout autre nature et dans un contexte sociohistorique bien plus complexe que celui de l'indépendance politique de l'Algérie. Sans ce presser sur un quelconque jugement hâtif, nous quittons ce militantisme virtuel, en évoquant au passage l'autre écrit qui se eut un témoignage de militant « communiste » algérien en date de 2014 : William Sportisse, frère cadet de Bernard et Lucien, figure du communisme dans le Constantinois et en Algérie. L'article s'intitule, *Le Parti Communiste Algérien et le déclenchement de l'insurrection au premier novembre 1954*, et à travers lequel l'honorable militant révisionniste, défend la thèse d'une participation effective du PCA dans la lutte armée de libération nationale et l'attitude de la direction de ce Parti vis-à-

vis de l'insurrection qui aurait adhééré à l'idée de la nécessité de passer à l'action violente et cela dès le 6^e Congrès du parti révisionniste, qui a eu lieu du 21 au 23/11/1952.

Pour W. Sportisse, la déclaration de Larbi Bouhali, premier secrétaire du PCA à l'époque, est, à elle seule, un changement de ligne et d'attitude de ce parti en direction de la lutte armée pour l'indépendance politique. Larbi Bouhali, dont Ouzegane en faisait un ennemi de classe, parlait de « lutte supérieure » que Sportisse réinterpréta en « lutte armée » afin,

« D'éviter des poursuites et des condamnations des tribunaux colonialistes pour atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat colonial en vertu de l'Art. 80 du code pénal Français ».

Sportisse estime que le PCA s'est renforcé à la veille du premier novembre 1954 grâce,

« à son action anticolonialiste et anti-impérialiste et ses efforts constants en faveur de l'union de toutes les forces nationales. »

Il considère que la large implantation du PCA parmi les couches populaires du pays et son audience « dans les rangs des deux autres partis nationalistes (MTLD et UDMA) et de l'Association des Oulémas » a été un facteur positif pour une adhésion à la lutte armée. Il considère aussi que le PCA avait « une première réaction réaliste même si elle a pu comporter certaines insuffisances. » et cette réaction se référait, ajoute Sportisse, à la fois sur l'aspiration profonde d'une large majorité des Algériens à l'indépendance et

« En même temps prenait en compte le niveau d'organisation et la possession de moyens matériels nécessaires insuffisant pour mener la lutte armée combinée aux autres formes de lutte. »

L'écrit de Sportisse avait pour objectif de rappeler la vérité historique « souvent déformée par ceux qui par anticommunisme de classe ou guidés par des préjugés d'un autre âge » voulant effacer l'apport, précise-t-il, des communistes à la lutte de libération, et concluant par une citation de l'universitaire et ex-ministre du FLN, Slimane Chikh, tirée de son livre *L'Algérie en arme*, qui ne fut en réalité que la réplique nationaliste chauvine de l'écrit de l'officier de l'ALN et militant du PCA, Mohamed Téguia, *L'Algérie en guerre*, où M. Chikh écrivait que, « le tribut payé par le PCA au cours de la lutte de libération nationale est assez lourd. Le pouvoir colonial ne l'a pas épargné » (p. 316). Alors que dans son ouvrage-témoignage, *Le Camp des oliviers* (2012), le même Sportisse nie catégoriquement la participation du PCA d'une

quelconque organisation ou autre structure pour la lutte armée d'indépendance de l'Algérie. A la page 186 de ses entretiens avec Pierre-Jean Le Foll-Luciani, il est dit :

« Non. La seule préparation a été théorique. Je me souviens par exemple avoir acheté et lu avec beaucoup d'intérêt un ouvrage édité par les éditions en langues étrangères de Moscou, rassemblent les écrits marxistes-léninistes sur les luttes des partisans. Nous parlons également des méthodes d'organisations de la période clandestine que nous avons connue sous Vichy, lorsque nous évoquions l'histoire du Parti. Mais il n'y a pas eu de cours particuliers. Bien sur, les communistes qui avaient fait le service militaire savaient manier les armes, mais il n'y a pas eu de préparation à la lutte armée en tant que telle. »

Les communistes algériens et toujours selon Sportisse, ne concevaient que la lutte anticolonialiste que comme une lutte politique pacifique, qui devait utiliser tous les moyens légaux à leurs dispositions. Le PCA n'était pas opposé à la lutte armée, mais sur le seul plan de principe, mais « *nous ne la préparons pas* », précise encore William Sportisse.

Mais le Bouhali dont évoque Sportisse, est une véritable cheville ouvrière du révisionnisme moderne au sein du MCA. Bien avant Bachir Hadj-Ali qui regrettait la « mort » de Statine en 1953 et le critiquait aux assises du XXe Congrès du PCUS, Bouhali lui, adressait le 6/4/1951, un télégramme de félicitations au Parti communiste italien à l'occasion de la tenue de son VIIe Congrès et lui souhaitant plein de succès dans ses travaux « *sous la direction du chef des représentants du peuple italien, Palmiro Togliatti* ». ce dernier, qui partageait le pouvoir politique en bon parti électoraliste, avec la Social-démocratie et la Démocratie-chrétienne pro-américaine après avoir fait école à l'ombre du fascisme.

Une fois la construction du socialisme en URSS trahie par l'oligarchie Boulganine-Khrouchtchev, Bouhali s'installe entre Moscou et Prague, en porte-parole du révisionnisme algérien. En 1963, il rencontre Nikita Khrouchtchev à Sotchi (Mer Noire) partageant avec lui une cure personnelle et où il eut une discussion dans une atmosphère imprégnée d'une cordiale amitié, précisait la dépêche de l'Agence TASS, reliée par *L'Unita* du PCI, en date du 3/6/1963.

Bouhali était en « cure » au moment où un membre du BP du FLN, préparait la dissolution « politique » et non juridique du PCA *historique*.

AMAR OUZEGANE LE « MILITANT » DES ECOLES CORANIQUES

Nous nous intéresserons à ce militant « communiste », en tant que tel. Il faisait partie de la première génération des dirigeants du MCA. Son parcours nationaliste intéressera beaucoup plus les historiens idéologiques de ce courant.

Un parcours qui englobe 18 années de son existence, entre 1930 et 1948 avant sa reconversion nationaliste.

L'histoire des Ouzegane est étroitement liée aux luttes de classe en Algérie où le capitalisme français dominant et émergent est à sa phase coloniale supérieure et une société vivant dans des rapports socio-économiques féodales et décadentes depuis des siècles. Le grand-père d'Amar faisait partie de cette société inféodée à un univers de rapports sociaux clanistes et tribales, baignant dans une culture dominé par la soumission sociale. La révolte féodale d'El-Mokrani en 1971, est une réaction tout à fait subjectiviste à une réalité bien objective qui s'imposait par la machine de guerre administrativo-militaire du capitalisme colonial. C'est une manifestation historique propre à l'Algérie de la seconde moitié du XIXe siècle. la rébellion dite de Kabylie, mais en réalité touchant des régions allant jusque dans la région de M'Sila et les portes du désert au sud de l'Oranais, était une réaction tout à fait naturelle à la politique cadastrale coloniale de la dépossession des terres agricoles et des biens dans le but réel était une reconfiguration sociale de la féodalité locale qui entravé la politique coloniale de population en particulier, et le système capitaliste industriel en Métropole d'une façon générale.

Le mouvement armé et confessionnel d'El-Mokrani était certes patriotique sur un plan politique, mais bien marqué par une composition tribale et religieuse sur les plans socio-idéologique. Il n'avait pas à prendre les armes au nom de la Confrérie religieuse de la Rahmanya si ses propres intérêts économiques et ceux de la zaouïa n'étaient remise en cause par le nouveau régime de Napoléon III. Personne ne peut prétendre que le présent peu reconstruire les événements du passé. Mais les résistances populaires du XIXe siècle colonial forment un vaste mouvement de nature patriotique et à caractère traditionnel (MPT), face à un expansionnisme français de nature mercantiliste par rapport à une structure sociale et économique précapitaliste.

Les forces populaires composant ce MPT sont essentiellement paysanne, pastorales et les érudits religieux qui ont contribués à la formation d'un sentiment pré-national.

Nous pensons que les instructions économiques coloniales ont contribués, d'une façon effective, à faire de ce MPT une voie sans issue face à ce colonialisme de population bien au devant de l'Histoire, alors que les structures qu'il combat, sont

totallement dépassées par les événements de cette même Histoire et se retrouve donc en arrière plan des événements et de leur développement.

Les guerres populaires traditionnelles que l'Algérie avait connues avant et après le mouvement armé d'El-Mokrani, forment un réel examen pour les forces de l'esprit d'une nation tant sur un plan organisationnel que celui de l'ordre social.

Ils ont certes, formés des guerres nationales et populaires, mais dirigées par des idéologies traditionnelles, ne pouvant réussir à former une direction centrale orienter, ni développer leur capacité à mobiliser le plus grand nombre de paysans malgré ce caractère populaire et national de la guerre (en terme d'extension sur une grande partie du territoire national actuel). Tout comme nous relevons que de l'insurrection de l'Emir Abdelkader à celle des Aurès en 1916, une certaine conscience patriotique s'affirmait graduellement et qu'en terme d'accumulation, une sensibilité traditionnelle s'est développé avec un certain progrès qui virera, malheureusement vers la stagnation ou le tournoiement en rond. Ce qui nous incite à noter, que la situation du MCA n'est pas uniquement le résultat de l'influence de la Révolution bolchévique d'Octobre, mais celle de toutes les évolutions sociales, économiques et idéologiques en Algérie coloniale.

Si le grand-père d'Ouzegane n'avait pas été spolié de ses centaines d'hectares de terres agricoles, il n'aurait jamais eu l'idée de lever le petit doigt face à l'armée coloniale, ni libérer les centaines de milliers de Kabyles et Arabes vivant sous le régime de l'exploitation des féodalités pro-colonialistes. Amar Ouzegane, bien que né à La Casbah d'Alger le 7/3/1910, a vécu son enfance dans ce climat familial marqué par l'ordre socioculturel qui instruisait aux nouvelles générations la culture de la soumission et du respect au patriarche clanique. L'école coranique fut une institution bien adaptée à ce type d'enseignement et éducation idéologique. Et au-delà de cet univers du Bien et du Mal, Amar Ouzegane sera confronté à la quotidienneté de l'amertume. Il grandit au milieu de l'enfer de la Première guerre impérialiste et le monde du partage des sphères coloniales. Il apprendra par le seul travail qu'il n'appartient plus à une famille, une caste ou un groupe tribal, mais à nouveau monde basé sur la seule division du travail par l'exploitation de classe. En 1924, Amar Ouzegane est à Alger et il n'a que 14 ans et il n'est plus cet adolescent rêveur d'un avenir meilleur pour lui et ses siens, mais un enfant délaissant sa condition juvénile et se soumet à la réalité d'une négation de Soi et de l'effacement face au quotidien décadent. Il est engagé comme garçon de vente à la criée à *L'Echo d'Alger* une véritable école pour le futur journaliste et militant communiste. Son frère Saïd, reçoit au mois de février 1925, un prix d'encouragement de 5 francs, après avoir suivi les cours préparatoires du soir du comité d'indigène de la rue Marengo (Alger). Belle somme à l'époque pour un futur restaurateur de la rue Clauzel.

Au moment où il rejoint le secteur grandissant des PTT et postiers d'Alger, le monde vit une nouvelle dynamique politique et sociale. Il ignorait encore que la prison de Lambèse (Batna) a été spécialement construite pour les prisonniers des Communes de Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux. Un Empire qui condamne à la déportation, ses propres sujets au nom d'un humanisme mensonger.

Amar Ouzegane avait grandi au milieu de ces paysans de la ville d'Alger, devenus pour la plupart des dockers, conducteurs de tramways, vendeur de journaux ou à la sauvette autour des marchés, des porteurs dans et autour des dock à vin. Une société qui change et qui s'aliène de jour en jour en sombrant dans le banditisme, l'alcool, les fumoirs et la prostitution. L'apartheid colonialiste a été une grande « académie » pour une certaine prise de conscience politique.

L'année 1924, fut celle d'un déclic militant pour le mouvement ouvrier algérien. Une Fédération communiste est en place en Algérie et elle compte déjà 3000 adhérents, un journal, une imprimerie, un cercle et une salle des fêtes. Mais suite aux directives de l'IC sur l'épuration des PC de toutes tendances sociale-démocrates et gauchistes, le nombre réel des militants communistes est retombé à 200 cotisants réguliers. Deux cents militants, pour la plupart d'origine européenne sur une population autochtone de plus de 5 millions de personnes. La région communiste du PCF-Algérie comptait quelques dizaines « d'Arabes » entre Alger et Blida.

L'Algérie de l'enfance d'Ouzegane est celle des condamnations à la prison, pour un oui ou un non. Les Algériens qui passaient au moins 5 jours de prison étaient, en 1926, au nombre de 2000. Mais les échos de la Révolution bolchévique arrivaient avec beaucoup de leurs espoirs. La Révolution bolchévique avait donné naissance à une Internationale des forces communistes de par le monde. Son leader s'éteindra le 24/1/1924, mais au mois de juin de la même année, débute les assises du Ve Congrès mondial de l'IC et cela jusqu'au 8 juillet. Dix-huit mois plutôt, ce fut l'assise du I^{er} Congrès lors duquel on annonce les nouvelles tâches pour les luttes syndicales et nationale. Le 4/6/1924, le Secrétariat général du PCF est saisi par les services du Comité exécutif de l'IC afin de mandater des noms de participants au Ve Congrès. Le Comité Directeur du PCF de l'époque donnera son approbation pour une liste de 14 noms, tous Français, afin de représenter le Parti aux assises. Une liste supplémentaire verra le nom de l'Algérien Mohamed Marouf inscrit pour les travaux sur l'état des colonies aux côtés d'un dénommé « Ferrand », de Gérard Verth ainsi que le député ouvrier de la Seine, Boulois.

Le Comité Directeur du PCF, ajoutera et sur demande de l'exécutif de l'IC, un représentant de l'Orient (Asie), le représentant des ouvriers indochinois en France, N'Guen Ai Quoc, le futur Ho Chi Minh. Durant ce Congrès, deux questions ont été soulevées et liées à la question nationale dans le cas algérien. La première, étant la

bolchévisation au sein des partis communistes et la critique de l'IC à l'encontre de l'action du PCF. L'intervention du délégué vietnamien sur la question nationale, la lutte et les alliances anticolonialistes pour la libération nationale, marquera à jamais l'histoire du mouvement communiste internationale. Côté de la délégation française, une seule intervention retiendra l'attention de la section des colonies de l'IC. Celle d'Henri Guilbeaux (1884-1938), un militant anarchiste suisse devenant communiste et ami de Lénine, Guilbeaux sera expulsé du PCF pour sympathie avec Monatte et le syndicalisme révolutionnaire et devenant par la suite, un agent des services secrets français avec une nette adhésion aux idées du fascisme italien. Un itinéraire bien « gauchiste » qui rappellera plus tard, ce lui du premier dirigeant du PCA, Benali Boukort. Lors de la 21^e séance du Ve Congrès (1/7/1924), Guilbeaux notait que :

« Sans sous-estimer les problématique qui se posent en Europe, et en particulier les problèmes de l'Allemagne, sans sous-estimer le nécessité qu'il y a pour l'Internationale Communiste à donner tous son appui au Parti Communiste Allemand, la question des nationalités, la question, des colonies occupe une place une place de première importance. »

Intervention qui reprendra les propos de Lénine sur ces questions.

LA REGION COMMUNISTE D'ALGERIE (RCA)

Une remarque l'impose sur cette RCA. Dans l'organigramme du PCF, l'Algérie a été considéré comme Région et non en tant que colonie et la RCA est en fait sa section algérienne dénommée à tort en tant que « Parti Communiste Algérien » dans de nombreux documents internes. La RCA-PCF regroupait en 1925, une petite-bourgeoisie de fonctionnaires *indigènes* instruits et francisés, faisant face, à presque au nombre égal, aux représentants et militants ouvriers qui n'émergera pas aussi facilement du fait que le projet colonialiste en Algérie est de nature rentière et spéculatif, exportant les seules richesses du pays sans en apporter une quelconque transformation sociale ou économique en direction des autochtones et maintenant le colonie Algérie en dépendance permanente vis-à-vis de la Métropole colonisatrice.

En 1925, l'effectif des adhérents *indigènes* au sein de la RCA était de 310 personnes. Nous excluons de notre décompte les 1230 européens pour des raisons évidentes relevant du contenu de notre présent écrit.

En termes d fonctions sociales des membres de la RCA, la répartition est comme suite :

- cheminots (entre ouvriers des ateliers et employés de bureaux, exploitation et tractions) 82 :
- artisans 50 ;
- paysans 50 ;
- fonctionnaires (instituteurs en postes) 45 ;
- ouvriers de l'industrie 25 ;
- employés du commerce 20.

Sur un plan organisationnel, la RCA-PCF comportait des Rayons, Sous-rayon et Cellules, répartis sur le territoire des 3 départements du nord algérien. A savoir :

- Alger : 3 Rayons : Alger-Ville
 - 4 Sous-rayons à l'intérieur : Blida, El-Affroun, Ménerville (Thénia), Orléansville (Chleff).
 - 24 Cellules d'entreprises ;
 - 6 Cellules de quartier ou de rue ;
 - 4 cellules de villages ;
 - 11 Cellules à l'intérieur du département d'Alger ;
 - 2 Cellules de gare.

- Oran : 1 Rayon

5 Sous-rayons : Bel-Abbés, Tlemcen, Mascara, Perrégaux (Mohammadia) et Rélizane.

4 Cellules de quartier ;

1 Cellule de gare ;

11 Cellules de village.

- Constantine : 1 Rayon

4 Sous-rayons : Philippeville (Skikda), Batna, Biskra, Souk-Ahras.

10 Cellules de gare ;

13 Cellules de quartier ou de village.

Nous remarquons, qu'n dehors du département d'Alger et de sa campagne, la RCA-PCF est très bien implantée dans le Constantinois dès 1920 et dont le travail politique a été orienté en direction des cheminots. Afin de s'imprégner davantage du climat qui régnait au sein et autour des 75 cellules de l'organisation communiste, nous reproduisons un des rapports mensuels de Mazoyer, le Délégué régional de l'Algérie, en date du mois d'aout 1924 :

« Aout n'est guère favorable à la propagande en Algérie, les groupements ne sont pas actifs, beaucoup de camarades : les cheminots, les fonctionnaires sont en congés, en France ou dans les stations balnéaires d'Algérie.

Je me suis occupé de l'organisation des groupements ouvriers. chez les dockers après plusieurs réunions j'avais réussi à grouper 180 indigènes, dont plusieurs ont fait leur adhésion au PC mais la mauvaise volonté des éléments européens, napolitains pour la plupart, ne permettra pas à ce syndicat de vivre, c'est dommage car il y a bien 4000 indigènes qui travail au port.

Les bouchers indigènes, bien moins nombreux, sont organisés, j'y ai contribué par deux réunions à Belcourt.

Le 8, causerie à la Section de Belcourt, nouvellement créé, dans de bonnes conditions. 50 adhérents à la première réunion, une jeunesse de 20 membres, c'est satisfaisants.

Le 9, déplacement à El-Affroun, causerie à la Section et réunion publique à la salle de la mairie, une poignée de bons et sincères militants qui ont de l'influence.

Le 11, causerie aux cheminots du CFRA.

Le 12, à Bab El-Oued où une réunion de section est décidée pour le 14 à 21 heures, je fais la causerie.

Le 16 à 19 heures, bouchers de Belcourt, réunion constitutive du syndicat et causerie sur la lutte de classe aux 60 indigènes présents. A 21 heures, constitution des ouvriers en tabac en groupement syndical ; Je crois que là nous arriverons à constituer un solide noyau de camarades dévouée au communisme, la corporation compte 6000 ouvriers et ouvrières qui travaillent dans 19 usines ou magasins. En grande partie des femmes, des étrangers et des indigènes ; c'est intéressant.

Le 19, réunion à 18 heures chez les cheminots des CFRA où je suis appelé pour réaliser l'union entre des autonomes et le syndicat unitaire. C'est fait aujourd'hui.

Le 20 à la Bourse du travail, causerie aux boulangers qui luttent pour l'application de la loi sur le travail de jour.

Le 22, à 20 heures, causerie éducative à la section de Bab El-Oued ; bonne section d'ouvriers dévoués à la cause communiste. Section nouvellement créée ayant plus de 100 adhérents et une jeunesse de 35 membres.

Le 23 à 16 heures, à l'abattoir réunion des bouchers et à 19 heures réunion des ouvriers en tabac à Bab El-Oued. Le syndicat est constitué provisoirement en attendant l'assemblée générale.

Le 24, je prends la parole au nom du Parti dans un meeting de protestation contre l'arrestation de quatre ouvriers boulangers arrêtés en flagrant délit la nuit pour entrave à la liberté de travail, coups et blessures. Cette manifestation avait groupé 1500 personnes ; j'avais préparé l'ordre du jour voté à mains levées.

Je me suis occupé en outre pendant tout le mois de la correspondance intérieure, de la Lutte Sociale où je remplace momentanément un rédacteur.

A mon avis, ma personnalité mise à part, il serait urgent et indispensable que le Parti envisage le rétablissement du poste de délégué permanent en Algérie, s'il veut véritablement se faire connaître d'abord et soutenir ensuite par les indigènes.

Mazoyer. »

L'année 1925, représente un tournant qui mérite en tant que date butoir dans l'histoire du MCA. La famine de 1923, les épidémies et la misère accentuent chez les Algériens la haine de classe pour l'impérialisme colonial. Des militants Algériens et Tunisiens se regroupent dans des cellules ouvrières en France, entre Paris et Marseille : la Main d'œuvre indigène (MOI) est née. Une figure de proue marquera cette naissance en la personne de Mohamed Marouf (23/2/1895- mars 1959).

MOHAMED MAROUF, LE LUTTEUR DE CLASSE

Le nom de Marouf Mohamed est associé par l'historiographie nationaliste à l'histoire de l'ENA-PPA ou encore à celle des Combattants De la Liberté (CDL-PCA) de la part des dirigeants du PCA-PAGS révisionnistes. Alors que le nom de ce natif du douar Chembel (Oued-Fodda, Chleff) est à lui seul une représentation si ce n'est la synthèse, du combat communiste dans sa complexité et sa globalité entre revendication sociale et lutte anti-impérialiste.

Le nom de Marouf, en tant que militant communiste, apparaît pour la première fois de février 1924, lorsque le PCF, lance une campagne pour le parti dénommée, Les munitions pour le Parti. Marouf se souscrit en une somme de 5 francs de l'époque, ce qui est représenté le salaire journalier d'un ouvrier « indigène ». Le PCF totalisa une collecte de 11590,50 frs. La campagne s'est renouvelée au mois de mai 1927 et Marouf enverra cette fois 10 francs sur une somme totale de 4347,80 frs. Et son nom de souscripteur apparaît aux côtés du philosophe Georges Politzer et de Gabriel Péri.

Durant son parcours, Marouf était un ouvrier artificier dans la région de Champagne et ce durant son premier séjour en tant que travailleur nord-africain, pour devenir ouvrier métallurgiste à Paris. En pleine effervescence ouvrière en France, la section française de la IIIe Internationale venait de voir le jour et selon le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier au Maghreb* de René Galissot, Marouf avait déjà assisté à Chleff, à la tournée politique de l'Emir Khaled alors représentant du mouvement de la Fraternité Algérienne, une association soutenue par les communistes français. Dès son retour en France en 1923, Marouf sera recruté comme ouvrier-mineur de fond dans une mine de charbon à Saint-Etienne. C'est à cette époque qu'il se rapprochera de Hadj-Ali Abdelkader et devient membre de l'*Union Intercoloniale* en tant que secrétaire dans ce que nous pourrions considérer comme la première école de formation politique de ceux qui vont lutter pour l'amélioration des conditions sociales et économiques des colonisés.

Au sein de la CGTU, la section coloniale de la Main-d'œuvre Indigène (MOI), fera de Marouf un orateur et un organisateur infatigable et remarqué parmi la communauté ouvrière maghrébine. Il intégrera la Commission exécutive du syndicat des métallurgistes affilié à la CGTU, puis membre de la fameuse Commission Coloniale du PCF du temps de son premier président Salort avant de se mettre en disgrâce avec André Ferrat. Le PCF le désignera pour une formation politique à l'Ecole léniniste de l'IC à Moscou et selon l'historien socialisant Galissot, Marouf sera arrêté à la frontière avec l'Allemagne et sera emprisonné durant 2 mois, puis refoulé vers la France pour cause d'un passeport « mal fait ». Au sein de la CC, Marouf est très actif et dans sa sous-commission des travailleurs coloniaux, il se distinguera durant les campagnes du PCF contre les guerres au Rif et en Syrie. Il sera aux côtés de Jacques Doriot, avant sa dérive

fasciste. A partir de 1926, Mohamed Marouf est désigné par le PCF pour animer l'Association de défense des intérêts des travailleurs nord-africains (ENA) avec Hadj-Ali, Saadoun Yahia et Messali Hadj, pour ne citer que les plus en vue. D'octobre 1926 à février 1927, il prendra en charge l'édition de l'organe de l'ENA, *Ikdam*, un titre qui reprend le nom du journal de l'Emir Khaled en hommage et reconnaissance au combat de cette personnalité estimée des musulmans en France et en Algérie. Mais pour Marouf cette reprise du nom est une occasion d'appeler à l'union des militants anticolonialistes algériens. En un laps de temps, il réussit à rapprocher les sympathisants et militants de l'Emir au sein de l'ENA, avant que Messali ne verse dans le nationalisme réactionnaire de l'Emir Chakib Arslan Bek.

Le 25/5/1927, Marouf anime une réunion des travailleurs de la Fonderie Guslin (15^e arrondissement de paris) en présence du secrétaire du syndicat des métallos L. Cadet. Déjà, et dès le début de cette même année, Marouf en tant que représentant de la main-d'œuvre coloniale avait assisté au Congrès de la 20^e Union régionale de la CGTU où il avait réclamait au nom de tous ses camarades, l'abolition du code de l'Indigénat qui entraînait les lois et les décrets d'exception, en revendiquant le droit syndical intégral et celui de la jouissance de toutes les lois sociales pour les coloniaux au même titre que les ouvriers français. Lors de ces assises, il évoquera le travail que le MOC est en train d'accomplir afin d'intégrer la CGTU dans l'esprit d'une union syndicale et corporatiste des ouvriers. Lors de cette rencontre, un intervenant du nom d'Ali, évoquera les tentatives de division entre ouvriers coloniaux et ceux de la métropole perpétrés par le patronat, en précisant « *qu'il faut éviter que les ouvriers coloniaux fassent concurrence aux ouvriers français, car ces derniers en subissent les conséquences* ». durant ce congrès, Marouf se distinguera par une ferveur militante en considérant la défense des ouvriers coloniaux comme une tâche qui ne pouvait réussir que par un prolétariat organisé et structuré au sein d'un Parti communiste et dans un syndicat qui prône la lutte de classe et non le réformisme.

En février 1927, il est à Avignon puis à Marseille, parmi les travailleurs des colonies à travers des meetings et des manifestations de soutien à la Russie soviétique contre les ingérences impérialistes occidentales et celle de la réaction tsariste qui sévit encore. Marouf est à Clichy dès le mois d'avril 1927, parmi la Fédération des locataires et celle des chômeurs du département de la Seine. Le meeting en question fut bien fut bien particulier, après de longue acclamations de mots d'ordre revendicatifs, un cortège de plus de 300 ouvriers, s'est formé derrière de pancartes et de bannières, parcourant les rues de Clichy et

« *S'en est allé faire, à quelques vautours particulièrement antipathique, une arabade peu appréciée sans doute, mais longuement méritée.* » (*L'Humanité*,4/4/4927)

Au mois de juin de la même année, Marouf anime un rassemblement à Paris, sous l'égide du Secours Rouge International-Section Française, contre l'infamie de la contrainte par corps et l'amnistie intégrale des déportés et prisonniers politiques en France et dans les colonies. Le délégué du MOC et animateur d'un des Comités de chômeurs coloniaux de la région parisienne est au Congrès de la CGTU qui eu lieu à Bordeaux. Le 18/4/1928, il est à Boulogne avec les ouvriers coloniaux des Fédérations des métaux, des textiles et ceux du livre durant les fêtes du 1^{er} Mai où il animait une rencontre avec les ouvriers coloniaux au nom de la CGTU. La même année et au mois de juin, il est élu au conseil national du Sous-sol (travailleurs des mines) animant une large discussion sur la crise charbonnière. A cette époque, Marouf était ouvrier dans une mine de charbon dans la région de la Loire et ce fut pour lui, l'occasion de structurer les travailleurs du secteur colonial au sein de la Fédération unitaire du Sous-sol.

L'homme de tous les fronts et de toutes les luttes est n militant acerbe et d'une finesse inouïe. Il aurait déclaré lors d'un de ses meetings, au sujet des béni-oui-oui proches de l'administration coloniale que,

« L'on m'a cité le cas d'un conseiller général qui tenait à l'envers, sur son pupitre, le programme de la séance... Nul n'ignore d'ailleurs qu'à chaque élection indigène, il y a un candidat « officiel » pour le triomphe et le succès duquel tout est mis en œuvre. » (La Presse-libre, 11/12/1928).

Mais dans le contexte de la colonisation de population, les luttes ouvrières et politiques se payent lourdement par la répression quasi-méthodique et permanente de la part des gouvernants coloniaux. C'est ainsi que, et selon un rapport du Secours Rouge français en date du 1^{er} semestre de 1929, 93 militants sont incarcérés pour leur action antimilitariste ou de classe, 34 d'entre eux sont en prévention. Le rapport précise que 59 condamnés totalisent à eux seuls, 67 années de prison et ils sont réparties entre régime politique (16 détenues et 14 prévenus) ; ceux du droit commun (43 détenus et 20 prévenus) en les condamnés dans les colonies (12 prévenus, dont le militant Sastre, secrétaire de la 28^e Union régionale et Torrecllas, de l'Union locale d'Oran) tous les deux ont été arrêtés avec de nombreux dockers au cours de la grève des ports d'Oran, de Mostaganem et d'Arzew. Des chiffres auxquels, il y a lieu de leur ajouter les 20 condamnés, dont un à 2 ans de haute surveillance dans le Sud algérien, 4 autres atteignant 24 années de travaux forcées, 6 ont eu 35 ans de bannissement, 6 subissent un total de 120 années de détentions, 4 ont été déportés à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) pour 120 et 1/5 d'années de perpétuité. Au total, 54 prévenus et détenus. Le 18/8/1929, une « Alerte aux travailleurs nord-africain et de la métropole » a été publier sous la forme d'un appel de la CGTU et dans lequel il est dit :

« La répression s'abat de plus en plus sur les militants syndicalistes et révolutionnaires. En Algérie, comme en France, le gouvernement traque les militants coupables d'avoir été dévoués à la cause de leurs camarades, c'est ainsi qu'il a fait arrêter Marouf Mohamed, secrétaire de la MOE et se propose de le déporter au Sahara. Comme il a fait de Ben Lekhal et d'Issad.

Camarades, vous ne tolérez pas plus longtemps de tels crimes.

En masse vous vous élèverez contre la répression gouvernementale, vous viendrez nombreux au grand meeting de protestation qui aura lieu aujourd'hui dimanche 18 aout, à 14 h 30, rue de la Grange-aux-Belles.

Orateurs : Ali, de la CGTU.

Alain Boulé, de la 20^e Union régionale et d'autres orateurs coloniaux. »

Le quotidien colonialiste d'Alger, *L'Echo d'Alger*, annonce quand à lui, le 3/8/1929 et sous le titre de *Deux arrestations pour propagande communiste en Algérie*, en écrivant :

« Le nommé Marouf Mohamed ben Kaddour propagandiste communiste, domicilié à Paris, a été appréhendé par M. Haick, commissaire, chef de brigades mobile à Orléansville et deux de ses inspecteurs chez son père, domicilié au douar Chembal, d'Oued-Fodda. »

Selon le journal, très proche du Gouvernement général d'Algérie, des tracts de propagande ont été saisis et qu'au cours de la perquisition, de nombreuses boîtes de poudre ont été découvertes dans la chambre de son frère Abdelkader, *« qui a été également arrêté et placé sous mandat de dépôt. »* à la même date, le journal annonce l'arrestation de *« deux communistes notoires »* et dont Marouf Mohamed est signalé comme *« propagandiste salarié »* et qu'il était venu à Orléansville pour tenter d'organiser des manifestations à l'occasion de la journée rouge du 1^{er} aout. Le journal colonial ajoute que Marouf est:

« Secrétaire du Secours Rouge. La perquisition a amené la découverte de plusieurs listes de souscription au SR, divers documents et nombreux exemplaires de L'Humanité, trois kilos de poudre de chasse, une grosse quantité de douilles et un fusil à broche à deux coups. »

Marouf sera placé sous mandat de dépôt pour complot contre la sûreté de l'Etat, et son frère, pour détention illégale d'armes de guerre.

Le 29/8/1929, le camarade Marouf, M. Bouchafa du bureau du MOC de la 20^e UR de la Seine, rédigea un communiqué au nom de son instance syndicale et le publia sur les colonnes de *L'Humanité*, sous le titre : *Imposons la mise en liberté immédiate de Marouf.*

« Nous avons signalé à son heure l'arrestation arbitraire de Mohamed Marouf, à Orléansville, sur dénonciation de Gérolami, administrateur du Bureau Arabe de Paris. Voulant se venger de notre camarade, parce que depuis plusieurs mois le bureau de la MOE dénonçait les méfaits de la politique impérialiste dans l'Afrique du Nord et les procédés des chaouchs de la rue Lecomte, vis-à-vis des Nord-Africains. Nous pouvons assurer ceci à Gérolami : La campagne qui avait été entreprise et qui continue, contre son officine de mouchardage n'était pas seulement menée par Marouf, mais par bon nombre de travailleurs Nord-Africains et, en particulier, par les membres du bureau de la main-d'œuvre coloniale.

On pourra reprocher le seigneur de la rue Lecomte à notre camarade ? Sinon le crime d'avoir été à la cause de ses compatriotes en les défendant contre un patronat rapace.

Ce que nous constatons, c'est que l'administration des affaires indigènes Nord-Africaines recrute des mouchards, des chaouchs brigands les Arabes et recrute aussi des escrocs tels que Djelloul-Bechenine, dit Jules, et Bach, chaouch, enfant de chœur de Gérolami, pris en flagrant délit d'escroquerie, en 1926, par des inspecteurs du commissariat d'Asnières et qui, naturellement, n'ont jamais été inquiétés.

Le bureau de la MOE se déclare prêt à lutter de toutes ses forces pour exiger la suppression de cette officine où l'indigénat est appliqué dans toute sa rigueur. Il engagea tous les travailleurs

Nord-Africains à boycotter d'une façon complète le bureau de négriers à la solde de Bordes, agent rétribue de l'impérialisme français en Algérie qui, prétextant les défendre ne fait que continuer sa politique esclavagiste. Le bureau de la MOE réclame avec force, la mise en liberté immédiate de son secrétaire Marouf Mohamed, détenu en prison à Alger, et soumis au régime des escapes et des assassins. Et, tout de suite, le régime politique s'impose ! ».

Au mois de mars 1930, Marouf a comparu devant le Conseil du gouvernement après avoir été jeté dans la prison de maison-Carré (El-Harrach) et subit pendant des mois la plus horrible promiscuité. Devant le Conseil, ce fut le député communiste et avocat M. Berthon qui prononça la défense de Marouf. Malgré la plaidoirie, il sera condamné à un an d'internement. A la veille de cette comparution, un meeting a été organisé et regroupa 2000 travailleurs Algériens qui ont protesté avec force et énergie contre l'emprisonnement de Marouf et réclamaient la libération de tous les autres détenus politiques.. La même cour, avait prononcé son jugement ans le procès de syndicaliste d'Oran, Sastre, qui avait été poursuivi dans les conditions scandaleuses, par un verdict d'acquiescement. Durant sa captivité, qui dura 8 mois, Marouf avait subi les pires brimades et vexations. Avant de le transférer à la prison de Barberousse (Serkadji, Alger), il passa 28 jours à la prison de Chellala. A sa libération, au mois de mai 1930, il a été l'objet de contraintes. La veille de la mise en liberté, les gardiens de la prison avaient fouillés sa cellule et jusqu'à sa valise. Dehors, il sera constamment suivi, ce n'est d'ailleurs que sur le bateau que le mouchard du Gouvernement général d'Algérie cessa sa surveillance.

Marouf rejoindra la France, en laissant derrière lui son camarade Issad Ahcène qui, enfermé pour 18 mois dans le Sud-oranais, a encore 6 mois à subir et décédera la même année. De même, que leur camarade Tenib, détenu à Barberousse est menacé d'une lourde condamnation. Quatre plus tard, le même conseil d'Etat reprenant la conquête de Marouf contre sa mise en haute surveillance pour son activité syndicale et anti-impérialiste et, cette fois, sur demande du gouverneur d'Algérie, le conseil confirme l'arrêt concernant la mise en haute surveillance durant 9 mois encore en Algérie. L'activité syndicale et politique de Mohamed Marouf a réellement mis la gêne les intérêts de la bourgeoisie colonialiste tant en France qu'en Algérie. La recrudescence des activités politiques de Marouf sur le territoire de la métropole coloniale, avait des répercussions immédiates sur la lutte syndicale et politique dans la colonie. Il faudrait attendre l'avènement du gouvernement du Front populaire pour que Marouf retrouve sa liberté d'action, parmi son peuple et son peuple et ses camarades, poursuivant un tout autre combat de classe, celui de l'édification du PCA et du mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

Dans un article paru dans une revue théorique du PCF, des mois d'avril-mai 1960, Henri Krasucki et en réponse à un autre article d'André Michel, traitant de la CGT et les travailleurs Algériens, nous lisons ce passage :

« Par exemple, l'Union départemental de la Région parisienne déployant alors déjà une grande activité dans le domaine et à sa direction participait un militant algérien bien connu des travailleurs parisiens à l'époque : le camarade Marouf, mort voici plus d'un an après une longue détention au camp de Berrouaghia. »

Nous ne quitterons pas le parcours militant de Marouf, sans évoquer sa participation aux obsèques du militant syndicaliste, Tahar Acherchour qui succomba à ses blessures après avoir été touché de deux balles assassines émanant du fils d'un patron d'usine parisienne, un fasciste notoire. Marouf accompagna la dépouille d'Acherchour jusqu'à son rapatriement en Algérie. L'événement qui a secoué la classe ouvrière française et coloniale, date du mois de décembre 1936.

En 1937, Marouf est en Algérie. Il a assisté à la libération de ces deux camarades communistes de la région de Tlemcen Badsî et Korriche en avril, de la même année. Il participera aux festivités du 1^{er} mai 1937 qui ont eu lieu à Alger où 30000 travailleurs, hommes et femmes, ont répondu à l'appel de la CGT-Algérie et dont il était le secrétaire-adjoint.

Le 2 mars 1938, Mohamed Marouf est présent à la salle Cervantès (Alger) où les délégués des 900 syndiqués du chemin de fer de la Régie algérienne et des 1000 travailleurs du Gaz et électricité d'Algérie (EGA) se sont retrouvés et votés à l'unanimité le mot d'ordre de grève autour de revendications socio-professionnelles. A l'assemblée, étaient présents MM. Bensimon, Liddi et Fayet. L'infatigable combattant syndicaliste, repart à Nantes pour assister au Congrès national de la CGT en tant qu'un des délégués coloniaux. Le 16/11/1938, il prendra la parole aux côtés de Bouzauquer, secrétaire de l'Union Tunisienne qui avait évoqué les graves conflits sociaux qui se sont déroulés dans nombre de villes tunisiennes. Lors de ce Congrès, Marouf interviendra sur les atteintes contre la liberté syndicale et félicite les organisateurs d'avoir mis à l'ordre du jour la question agricole et celle des ouvriers du secteur, notant qu'en Algérie les lois sociales n'ont guère pénétré pour les travailleurs de l'agriculture, tout en souhaitant que le Congrès de la CGT prenne à cœur la question des ouvriers coloniaux dans leur ensemble.

Après le débarquement Anglo-américain de 1942, Marouf devient membre du directoire « algérien » de la France-Combattante et durant les festivités du 1^{er} Mai 1944, il s'adressa aux ouvriers musulmans algériens en leur rappelant la répression qui sévissait à l'encontre des ouvriers de la colonie en période d'avant-guerre, en notant, « *aujourd'hui la situation est complètement changée : c'est avec le plein accord des pouvoirs publics que vous ici, aussi nombreux* ». il mettra l'accent sur les récentes réformes politiques accordés aux *indigènes* et affirme la solidarité des travailleurs musulmans d'Algérie avec leurs camarades de la métropole dans la lutte contre l'hitlérisme. Il précisera par ailleurs que la CGT-Algérie compte déjà en 1942, quelque 120000 syndiqués, dont 60000 pour la seule région d'Alger.

Quelques années plus tard et en 1946, Marouf Mohamed est élu membre du CC du PCA et ce pour la première fois. Lors de ce congrès ou accueillis le militant et dirigeant communiste, André Marty, en provenance de son exil en URSS devant lequel, Marouf évoqua encore une fois la situation des ouvriers agricoles, très exploités par les seigneurs de la colonisation, remarqua-t-il. A la même séance, un autre militant communiste, Ahmed Mahmoudi de Blida, interviendra en arabe, rappelant l'action du PCA en faveur de toutes les populations de l'Algérie. Mahmoudi finira par être expulsé du BP du PCA avant le Vie Congrès pour des raisons de mœurs dit-on (R. Galissot).

Au 1^{er} mai 1944, Marouf tentait de rapprocher les travailleurs d'Algérie et de France, en s'adressant aux premiers en ces termes :

« Appliquer toutes vos forces à accroître l'effort de guerre. Car en aidant à la libération du peuple français, vous servirez votre propre avenir. »

Le 14/5/1946, le dirigeant syndical tentera de monter le ton en disant :

« Nous sommes 350000 travailleurs organisés, mais notre force est minime. Les lois valables pour la métropole ne sont pas appliquées ici. Nous désirons des relations plus étroites vec la CGT française ... Alger n'est pas Paris ! »

si nous évoquons l'itinéraire communiste de ce militant syndicaliste et dirigeant, en rapport avec Amar Ouzegane c'est bien dans l'esprit de saisir le combat de deux militants et l'évolution de leur engagement. Le long de son itinéraire militant, Marouf s'est confronté à André Ferrat, de la Section de la Commission Coloniale (SCC). Ce n'est pas le cas d'Ouzegane. Marouf est demeurait dans la lutte syndicale intimement liée à l'action partisane. Ouzegane s'en est éloigné préférant le directoire du Parti communiste à celui de la lutte du prolétariat. Marouf par son militantisme et sa

conception léniniste du combat avait, en fait, guidé et orienté le parcours d'Ouzegane et un bon nombre de militants algériens.

AMAR OUZEGANE ET LA COMMISSION COLONIALE DU PCF

L'évocation de Marouf Mohamed ne devrait pas nous faire oublier l'action du PCF en Algérie, ses apports à la lutte de classe dans notre pays, mais aussi sa main mise et son paternalisme militant, que Jurquet nomme « néocolonial ». avec Toussaint-François Campiglia (10/7/1893 – 30/1/1937) comme premier « instructeur » du PCF en Algérie entre 1925-1926, Marcel Joubert, l'envoyé de la Commission coloniale du PCF pour la réorganisation de la RCA en 1927 et Edmond-Ernest Cormon qui le premier à avoir pratiqué la double direction entre Français et Arabes algériens au sein de la RCA, le nom de Boualem Belarbi s'inscrit comme une malheureuse expérience au sein du mouvement communiste algérien à devenir un jour, totalement indépendant de la tutelle parisienne. Boualem fut le premier à être membre du secrétariat de la RCA en 1928 et un des premiers colonisés à fréquenter l'Ecole léniniste de l'IC. L'itinéraire de l'homme mérite un travail de recherche à part.

De la fin de 1933 jusqu'au début de 1934, les rapports entre le PCF et la RCA ont été marqués par des crises sporadiques, selon les termes d'un rapport de la CC-PCF sur la question du travail politique et organisationnel entre janvier 1934 et juin 1935. Le document relève que la direction de la RCA était entre les mains d'un « groupe d'éléments sectaire et très louches », lit-on à la page 2. Ils étaient hostiles au PCF, réduisant à rien l'activité et l'influence communiste en Algérie. Ils étaient 200 adhérents avec seulement 20 militants arabes et que l'organe de la Région, *Lutte Sociale* ne paraissait plus depuis 6 mois. afin d'y remédier à cette situation chaotique, le PCF envoya en Algérie le dirigeant de la SCC avec comme tâche de remettre à niveau, à savoir, « *une nouvelle direction régionale* », réapparition de la *Lutte Sociale* et recrutement et une réorganisation systématique (*Rapport, p. 2*). La RCA engagera un travail méthodique sur le plan de la lutte anti-impérialiste parmi les masses *indigènes*, qui concerné le scandale de la distribution des vivres aux fellahs, les menaces de la Commission Interministérielle dite « Commission de la Méditerranée » et la lutte contre les décrets lois. Un travail un travail qui devait replacer la question coloniale dans la primauté des questions politiques des tâches révolutionnaires de la RCA.

Afin d'aboutir à ses résultats, il était nécessaire d'établir un Front unique avec les groupements national-réformistes, développer une large agitation à travers des meetings et des manifestations populaires. Le rapport de la SCC relève encore que la situation syndicale était totalement absente depuis 4 ans constitutive et le tard est immédiatement collé à Fernand Seiss du syndicat des cheminots d'Alger et à qui la SCC, reproche « *de ne pas avoir une compréhension bien nette sur la conquête des masses travailleuses indigènes* ».

Le groupe dit « colonialiste » de Seiss sera éliminé dès l'été 1934 et les 5 membres du groupe, dit de « Boualem » sera exclu à son tour et cela « *sans pouvoir troubler la marche du parti* », précise le rapport en question.

Ouzegane arrive en pleine épuration politique et organique de la RCA et la volonté chez des communistes arabes et kabyles de voir un parti communiste composé essentiellement de colonisés et non d'européens d'origine coloniale. En 1934, l'effectif de la RCA était de près de 400 membres dont 82 arabes algériens. Au mois d'aout de la même année, la nouvelle direction organisa son travail en direction de la paysannerie et développa son travail de luttes économiques à travers l'organisation des grèves d'Oran, des meetings et manifestations à Alger et Constantine.

En réaction à ce renouveau militant, l'administration et les éléments policiers, en étroite connivence avec des partis fascistes, font éclater les événements antijuifs de Constantine. Mais, le Rayon communiste de la ville ne suit pas le sens de cette action réactionnaire et note, « *coups des quelques camarades arabes communistes de cette ville et composé essentiellement de fonctionnaires et travailleurs français ou juifs* », le Rayon de Constantine manifeste une

« *Incompréhension totale de cette explosion de la colère des masses ouvrières et surtout paysannes arabes (dévies par la provocation impérialiste dans un sens antisémite), ne jouèrent aucun rôle dans ses événements.* »

A cette époque, Amar Ouzegane est encore en France, auprès de la SCC qui l'avait pris en charge tant sur le plan de la formation que sur celui de l'apprentissage dans les domaines de l'action militante de masse au sein du mouvement syndical en direction des travailleurs coloniaux d'Afrique du Nord.

Lorsque Galissot évoque la biographie d'Ouzegane, il incluse ce dernier au milieu d'un débat qui aurait lieu à la SCC et portant sur l'autonomisation de la RCA, en affirmant qu'Ouzegane avait participé à cette décision. Nous nous sommes interrogé sur les sources de ces affirmations, alors que les documents que nous avons pu consultés jusque là, affirment que la décision de « l'autonomisation » de la RCA et sa transformation en un PC hybride aux contours limités, est totalement franco-française et qu'aucun algérien n'y a été consulté.

Après les événements de Constantine, une commission d'enquête a été dépêchée par le PCF pour s'imprégner de la situation d'après le « pogrom ». Il est dit dans son rapport qu'il,

« *S'ensuivit une répression sensible dans son travail qui se manifesta surtout lors des élections cantonales, les élections aux*

délégations financières, et surtout aux élections municipales de 1935 » (p. 3).

La RC de Constantine avait en réalité marqué son désaccord avec la direction du PCF dans, ce que le rapport de la SCC appelle, « la question fondamentale de la révolution en Algérie », ce qu'il faut entendre par là « révolution démocratique » et non nationale démocratique, dont le PCF n'avait jamais pris en compte lorsqu'il s'agit de l'Algérie.

La RCA-PCF bouillonne par le rejet et le refus de toutes les directives et orientations de la direction parisienne, Paul Radiquet est envoyé comme « instructeur » du Parti, en remplacement d'André Ferrat. Radiquet, note le rapport en page 3,

« Au lieu de consolider la direction régionale décapitée et désorganisée, accentues la désorganisation et déclenche ne lutte de groupes. »

Il sera question de graves fautes commises par cet instructeur qui avait abouti à un net recul de l'activité du PCF-Algérie, ce qui poussa la direction parisienne de l'exclure définitivement de ses rangs. Le PCF-Algérie demeurera sensiblement attaché à une ligne électoraliste. Le rapport relève que les élections municipales, tant à titre européen qu'à titre *indigène*, ont été un échec cuisant pour le Parti, notamment à Alger et à Constantine, relevant quand même, une petite « avancée » dans la région de Sidi Bel-Abbés (candidat européen) et à Orléansville (à titre *indigène*). Une fois de plus, le mal vient de la personne de « l'instructeur » et non plus de la ligne politique du Parti.

Ouzegane, toujours à Paris, ne fait qu'enregistrer les suites d'échecs de son parti en Algérie, face à des luttes syndicales de plus en plus grandissant. La difficulté du PCF-Algérie est son incapacité à organiser un front anti-impérialiste de masse dont la direction lui revenez. le rapport indique que depuis 18 mois, le CC du PCF et par le biais de la SCC qui lui a été rattachée, fait suivre l'action de la Région algérienne en lui envoyant systématiquement des directives et des explications politiques. Dans le même texte, il est question aussi de renforcer la direction régionale qui comptait « *deux camarades assez solides* », à savoir Fayet, le secrétaire de l'Union régionale de la CGTU et Delattre, de l'Union des cheminots avec des militants PCF d'origine arabe qui ont été formés depuis 2 ans et il est question, certainement de Benali Boukort et d'Ouzegane, même si le rapport ne mentionne pas leur nom, pour des raisons objectives et sécuritaires de l'époque.

Le rôle donc, d'Ouzegane était de renforcer la direction du PCF-Algérie afin de faire de cette organisation un « *parti indépendant directement lié à l'IC* », une indépendance, certes sur le papier et aux yeux du Comité Exécutif de l'IC, alors qu'en

réalité c'est bien un autre projet qui se tramer pour le communisme en Algérie. « Elever » dans la sève de la nouvelle ligne opportuniste du PCF, M. Ouzegane sera marqué durant son parcours militant par les luttes économiques et frontistes, sans pouvoir aller plus loin à savoir dans le sens d'une construction d'un futur PCA réellement indépendant.

Le document parle de 454 membres affiliés à la RCA, au printemps 1935, dont 91 arabes. Même avec Ouzegane à la direction régionale du PCF-Algérie, les 363 militants européens se considèrent les détenteurs du mouvement communiste en Algérie et en tant que membre depuis 1934, de cette direction, Ouzegane assistera du 1^{er} et 2/11/1934, à la session du CC du PCF et adressera un état des lieux de la RCA (Voir Annexe n°1).

AMAR OUZEGANE ET LE COMBAT FRONTISTE

Le mois de mai 1936, Ouzegane publie dans la presse coloniale un appel du Comité pour la préparation du Congrès Musulman Algérien (CMA) entant que membre du Comité provisoire du CMA en question. A mois d'aout de la même année, un second appel pour un meeting du CMA est signé par Ouzegane en tant que secrétaire du comité algérois du congrès en question. Il fut un membre bien dynamique dans la fondation de ce « front antifasciste de masse », mais en 1936 le CMA connaîtra quelques soubresauts au niveau de sa direction avec une lutte de leaderships entre les courants « politiques » et « culturalistes ».

Le 17/10/1936 s'ouvre à 10 heures à la salle Henri Barberousse, le 1^{er} Congrès du PCA, en présence de 300 délégués des divers Rayons de la RCA. Ouzegane donne lecture de son « volumineux et très documenté » rapport sur la situation du prolétariat musulman en Algérie, sur l'action fasciste, sur l'activité et les revendications du PC en direction des *indigènes*, sur les résultats de cette activité et sur les tâches qu'il y a encore à accomplir, note *l'Echo d'Alger* du 18/10/1936. M. Barthel qui assista au Congrès, leva la séance de la matinée, les travaux reprendront à l'après-midi et en huit-clos. Ouzegane sera désigné secrétaire du CC du Parti Communiste d'Algérie et en novembre 1936, il est au CMA comme représentant des communistes dans ce qui a été considéré comme Front Antifasciste Algérien aux cotés des nationaux-réformistes.

Ouzegane assiste à la fin 1936, au meeting du représentant du CC du PCF, Gaston Monmousseau, député de la Seine pour le Front populaire, assisté de Jean Barthel, « l'instructeur » du PCF au sein du PCA qui est surtout son dirigeant effectif. Le 14/12/1936, le corps du militant syndicaliste, Tahar Acherchour est arrivé à Alger, Monmousseau, ceint de son écharpe de député, M. Fayet et M. Menicucci, de l'Union départementale de la CGTU, « l'instructeur » Barthel et Ouzegane étaient là pour accueillir la dépouille de la victime du patronat fasciste. Le soir même, il sera transporté par train jusqu'à Bougie pour enfin, le porté au cimetière de son village natal, Zioui, dans la commune d'Ikedjene (Sidi-Aich).

Au début de l'année 1937, Amar Ouzegane et au nom du Comité algérois du CMA, adressa un télégramme à MM. Blum et Viollette dans lequel on pouvait lire :

« Le comité algérois du Congrès Musulman, réuni le 9 janvier 1937, accepte le projet Viollette pour son principe de collège électoral unique avec l'espoir d'une extension rapide vers le suffrage universel exprimé dans la Charte revendicative du CMA et proteste contre la campagne mensongère des fascistes et de tous les ennemis de la cause musulmane. »

en avril 1937, Ouzegane accompagne le député PCF des Alpes-Maritimes, M. Barel lors de son déplacement dans la commune de Perrégaux (El-Mohammadia). Les 8 et 9/5/1937, toujours secrétaire du PCA, il assiste au Congrès du Secours Rouge d'Algérie, en compagnie d'Abdallah, du Comité local du CMA de Bône (Annaba), Hamouda, du comité algérois du CMA et secrétaire des Jeunesses musulmanes et de Amar, représentant de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC). Le Secours Rouge Algérien, devenu Secours Populaire, avait en 1936 en son sein 1700 adhérents et passa au 1^{er} mai 1937 à 6167 membres.

Par l'intégration d'un secrétaire du PCA au conseil du CMA, c'est une ère politique qui venait d'être inauguré sous la bannière du communisme et dont le slogan était : *Union et Progrès pour la Liberté et la Paix*. Et le long de cette année 1937, deux mots vont revenir sans cesse dans les discours d'Ouzegane à savoir : « Front populaire » et « Charte revendicative du CMA ». Le PCA a réussi « d'unir » Léon Blum et cheikh Ben Badis !

Ne pas soutenir le projet Blum-Viollette malgré sa « *modestie* » et son « *insuffisance* », clame le PCA, c'est « *agir contre les intérêts du peuple algérien et contre la sécurité du pays* ». Il semble clair que l'Algérie qui est désigné est cette partie intégrante de l'Empire colonial français avec un peuple euro-arabe et L'Humanité du 15/1/1937, parle elle, de misère en Algérie qui serait provoquée « *dans les campagnes algériennes par des colons fascistes et de hauts fonctionnaires liées aux agents de Hitler* » et, « *c'est pourquoi, dans l'intérêt du peuple algérien, dans l'intérêt de la France et de la paix, les communistes, appuient, malgré ses insuffisances, le projet Viollette* ». En effet, le 13/1/1937 le Dr. Benjelloul présida une réunion à la salle Majestic d'Alger un meeting de la Fédération des Elus Musulmans (FEM) en se prononçant sur le dit projet de réformes électorales en direction des *indigènes*. Ouzegane intervenant comme secrétaire –adjoint du CMA, déclarera qu'il fait entièrement confiance aux élus qualifiés de la population musulmane :

« *Vous-êtes, les porte-parole de la masse. Nous sommes derrière vous. Vous êtes les seuls responsables et nous vous faisons confiance pour faire aboutir la politique que nous réclamons : le pain, la paix, la liberté.* »

Deux jours auparavant et en tant que secrétaire du PCA, Amar Ouzegane présidait à la salle Carrefour du Ruisseau à Alger, un meeting de travailleurs *indigènes* et européens, lors duquel assistait M. Clamamus, sénateur de la Seine pour le PCF, Barel, député PCF de Nice et Benali Boukort secrétaire du PC d'Algérie. Le 17/4/1937, Ouzegane assiste en tant que secrétaire du CMA, à la réunion organisée par le PCA à

Bab El-Oued consacré à la défense du petit commerce et l'artisanat, il sera en compagnie de Lamine Lamoudi, vice-président du CMA et du sénateur PCF Clamamus qui montra que le petit commerce et l'artisanat comme le petit propriétaire et le petit paysan, comme le prolétariat du bureau et de l'usine, victimes des mêmes injustices sociales, le petit commerçant n'étant pas propriétaire de son instrument de travail, il est la première victime de la lutte engagée par les féodalités financières contre l'économie démocratique.

Au mois de mai, Ouzegane préside une série de réunions avec différentes sections du PCA-Alger, dont celle de Belcourt, regroupant les membres et sympathisants du Parti autour de questions organiques, les orientations politiques et les actions du PCA au sein du CMA. A partir du même mois, le PCA enclenche sa campagne électorale pour les municipales sous le label de *L'Union populaire* (le Front populaire en Algérie). Amar Ouzegane se présente comme candidat, il aura 1036 voix, devançant d'une voix son premier responsable du Parti, Boukort, sur les 3163 inscrits et les 2340 votants, avec 2273 de suffrages exprimés. Lors de ces élections pour les listes *indigènes* il y a lieu de noter que les candidats national-réformistes inscrits, ont nettement devancés les candidats communistes, le Dr. Lamoudi (1045 voix), Amara Hadj-Ahmed comme tête de liste avec 1089 voix et Hamouda Ahmed (1068 voix) sur une liste de 11 candidats élus en entier.

Le lendemain de ces élections, c'est le voyage bien privé à Alger du couple Viollette qui retint l'attention. Celui qui fut Gouverneur général d'Algérie, avait reçu tout d'abord ses amis personnels, les féodaux Boudierba et Tamzali, peu après, il recevra cheikh El-Okbi, en tant que président du Cercle du progrès (*Nadi Ettaraki*) et les nouveaux élus, dont Ouzegane. Une rencontre non officielle et tout à fait éloigné des préoccupations des coloniaux. Le 10/7/1937, Ouzegane assiste, en tant que secrétaire-adjoint du CMA, au banquet qu'organisa le Cercle du progrès au restaurant du *Prado-Plage*. Il fut organisé en ce lieu après que la municipalité d'Alger leur a refusé son stade et qu'aucun propriétaire de salles n'avait voulu les leur louer, de même pour la direction de la Foire d'Alger. Le lendemain, 11/7 c'est au siège du Cercle qu'avait lieu la rencontre entre les protagonistes de *l'Union populaire d'Algérie*, durant laquelle des milliers d'auditeurs musulmans massés sur la place du Gouvernement, venus écouter le cheikh Ben Badis. Au premier rang étaient assis, les cheikh El-Okbi et Ben Badis, M. Taharat, vice-président du CMA pour le Constantinois, Dr. Lamoudi, vice-président du CMA de l'Algérois, Benhadj, secrétaire général du CMA, M. Bencheneb, secrétaire-général adjoint, Boukerdana, trésorier général, Amara, son adjoint et Makassi, archiviste et délégué à la propagande du CMA. La séance s'est ouverte avec un texte coranique de la Louange à Allah, psalmodié par le cheikh Ben Badis, M. Taharat pris la parole et lance un appel pour l'union de tous les musulmans afin d'améliorer leur statut et remporter de nouveaux succès contre les ennemis qui se trouvent chez les grands colons, dans

l'administration et parmi certains musulmans, qu'il considère comme traîtres à la cause des populations musulmanes. M. Benhadj prendra la parole en présentant un historique du CMA tout en définissant les règles de conduite du Congrès, il dira qu'il y a deux méthodes à employer : celle qui consiste à tendre la main et à attendre, comme nous avons attendu depuis plus d'un siècle ; et celle qui consiste à compter d'abord sur soi, à obtenir la justice en faisant la preuve soi-même d'une conscience collective de justice, de discipline, d'auto-éducation. C'est cette seconde méthode qu'à adopté le CMA, qui a appuyé le Front populaire, mais qui entend rester indépendant de toute formation politique. Il ajoutera, que c'est bien d'ailleurs le sens des deux principales motions adoptées par les assemblées réunies ces jours-ci : une motion renouvelant pour quelques mois, sa confiance au gouvernement du Front populaire pour lui donner le temps de prendre une décision.

M. Taleb-Ahmed, du CMA-Tlemcen, insista sur l'oubli des querelles électorales de la veille au sein du CMA et évoqua la politique de l'Allemagne et de l'Italie à l'égard des musulmans :

« Qu'on soit sans crainte, nous serons prêts à repousser par les armes, les puissances fascistes. La France peut compter sur nous comme en 1914. Mais ces mêmes armes, nous les prendrons aussi, ici en Algérie, contre tous ceux, à quelques races qu'ils appartiennent, qui ont intérêt à maintenir longtemps, encore les musulmans sous leur joug. »

Et il poursuit :

« L'avenir de la France dans ce pays dépend de la politique de son gouvernement vis-à-vis des musulmans et aussi des hommes qui sont chargés de l'appliquer. Nous sommes confiants dans cet avenir que nous connaissons l'idéal généreux du peuple de France et parce que, plus que jamais, nous avons conscience de notre propre force. »

Le Dr. Lamoudi a, par contre, surpris plus d'un en lançant son désaccord « sur le fond », dira-t-il, avec le comité exécutif du CMA et donne sa démission du poste qu'il occupe. A la clôture de cette rencontre, le cheikh Ben Badis, rétorquera en précisant :

« J'ai l'impression que le Front populaire n'est pas si fort qu'on le pensait et que le capitalisme le tient encore à sa merci. Quant à M. Viollette, il a surtout travaillé pour la France en lançant un projet qui nous oblige à attendre. On doit le remercier toute fois de ce projet dont l'adoption ne satisfait que partiellement les musulmans algériens. »

Amar Ouzegane, n'ayant pas intervenue à l'occasion mais pouvait se sentir dans son milieu puisque le CMA, hétérogène à ses débuts en 1936, allait se rapprocher un peu plus des thèses nationalistes du PPA. Mais c'est la crise au sein du PCA qui a le plus marqué ce militant en cette année de 1936. Le 9/12, Ouzegane et Jean Barthel, le secrétaire « instructeur » et en présence de Gaston Monmousseau du CC-PCF, parlaient au Grand-Hall de l'automobile (Champs-de-Manœuvre) de soutenir le programme du FP et de la Charte du CMA. Ce dernier qui ne faisait qu'attiser les conflits de personnes entre un Benhadj et un Lamoudi sur la direction du mouvement.

Mais, le changement « d'instructeur » au sein du PCA allait poser un autre grave préjudice sur le plan organisationnel, puisque Robert Deloche va remplacer Barthel-Chaintron à l'orientation politique du parti. Le nouveau idéologue du PCA ne passait son temps qu'à imposer dans les rencontres du Parti algérien, cette ligne de la lutte antifasciste ; dans une France toujours menacée par l'hitlérisme, le fascisme italien et voyant dans les nationalistes algériens des agents du fascisme international dans la colonie Algérie. Un bon nombre d'écrits politiques de Deloche ne faisaient que fustiger le PPA, comme étant une section du PPF. Deloche ne s'entendait pas avec les militants arabes algériens puisqu'ils étaient formés à « l'école de Ferrat » et celle de son prédécesseur Barthel et il n'était en Algérie, qu'afin de mettre de l'ordre dans les rangs avec son air de commandeur et de patron d'entreprise. A la mi-1937, Ouzegane et un bon nombre de militants démissionneront ou s'éjecteront de leurs postes de responsabilités, afin d'éviter les confrontations bureaucratiques et anti-léniniste de « l'instructeur » du PCF. Pourtant, c'est bien à ce même Deloche que Amar Ouzegane, plus tard ministre de l'Agriculture du président Ben Bella, fera appel durant les premières années de l'indépendance politique.

Ouzegane, un peu plus libre de ses engagements au sein du PCA, reprend son activité au sein du PCA, reprend son activité au sein du CMA, contribuant énormément à la réussite de son 2^e Congrès du mois de juillet 1937. Du second semestre 1937, jusqu'à l'interdiction du PCA en septembre 1939, Ouzegane est le député municipal du PCA à Alger et défenseur des intérêts de ses travailleurs *indigènes*.

Sur la démission des instances du PCA, Ouzegane témoignera auprès de son ami Jacques Jurquet, qu'il :

« Etait clair que j'avais été écarté par la fraction pro-PCF privilégiant à l'excès l'antifascisme en oubliant la question nationale anticolonialiste. »

Nous reviendrons plus loin sur les avis d'Ouzegane qu'il avait développé, de son vivant, à Jurquet. Des dires qui on disent longuement sur la personnalité bien contradictoire et évasive du militant.

OUZEGANE LE CONSEILLER MUNICIPAL

Avec l'événement du gouvernement du Front populaire, l'unification syndicale des CGTU-CGT et le choix du PCF pour une transformation « démocratique » de la lutte des classes, le PCA allait connaître de nouveaux choix politiques et stratégiques. Le 2^e Congrès (18-19/12/1937) du PCA, avait tracé la ligne politique et idéologique du mouvement communiste algérien en entier. Il n'est plus question de révolution prolétarienne, de socialisme, ni de lutte de classe, les concepts et les principes du marxisme-léninisme sont vite remplacés par des slogans sociaux-démocrates sous bannières de l'IC. L'idéologie de *la fraternité* des communautés est omniprésente dans les meetings, rencontres et écrits du PCA, toujours sous la surveillance d'objecteurs de conscience du CC et du BP du PCF.

Pour la population analphabète et illettrée d'Algérie, le PCF préconise une prise de conscience politique par la voie électorale et la représentation non parlementaire parisienne, mais à un niveau bien local. C'est bien largement suffisant. L'électoratisme cantonal et départemental devient une machine politique et programmatique bien huilée pour le PCA, à travers les thèses réformatrices du « Grand parti-frère » et pour l'ensemble de l'action du parti algérien. Lors de son passage à Souk-Ahras, début 1937, Amar Ouzegane avait émis un discours dont les propos seront repris par un journal colonialiste local, en ces termes :

« Omar Ouzegane se présenta ainsi : Je suis le leader de notre parti communiste arabe en Algérie. Frères du Riff, frère de Syrie, glorieux compagnons d'Abdelkrim au Maroc, glorieux défenseurs de votre sol en Syrie, morts comme vivants, sachez que nous avons toujours approuvés de tout notre cœur, et vous, vous frère du Riff encore vivants, sachez que nous pleurons vos morts et de tout notre cœur. Dites-vous aussi qu'un jour qui n'est pas loin peut-être, les troubles Marocaines en sont la preuve, vous prendrez, nous prendrons tous ensemble une éclatante revanche, car en face de vous, en face de nous, comme en face des Ethiopiens aussi, il n'y a que les fascistes, les ennemis mortels des musulmans, qui ont osé, il y a moins d'un an, s'approprier l'Abyssinie seulement pour la richesse de son sous-sol. » (L'Avenir de Souk-Ahras, 10/1/1937)

Des propos certes anticolonialistes, mais bien éloignés de conception communiste-révolutionnaire de l'IC. Il y a bien eu des manifestations que le PCA avait

organisé dans le but de soutenir les peuples colonisés, mais dans l'objectif est de condamner le fascisme mondial et nullement dans la perspective anticolonialiste. Dans le cas de l'Algérie, le PCA et ses discours politiques n'ont jamais mis le doigt sur la contradiction fondamentale entre colonisateurs et colonisés, préférant la réconciliation entre exploiters et exploités, allons jusqu'à faire une distinction entre colons dit fascistes et colons semblant dire, progressistes.

Au mois d'avril 1937 et durant la libération des militants Badsî et Korriche de Tlemcen et en présence de 3000 travailleurs, le PCA préfère parler et dénoncer le fascisme qui « se démasque à travers les condamnations et l'arrestation des deux militants communistes ». C'est le fascisme, ennemi du peuple algérien et de l'unité populaire qui est mis en cause et non le colonialisme en question. Le même type de discours est reproduit après le retour de déportation à Beni-Abbés, de Benali Boukort, le 1/5/1937 et ces 30000 travailleurs, hommes et femmes, qui ont défilés à Alger, ne faisaient que glorifier la grandeur du Front populaire et son action antifasciste.

Ouzegane, au collège électoral *indigène*, mène la campagne pour le conseil municipal aux côtés de ses camarades européens qui, eux, représentent le « *fraternel collègue électoral* ». le 27/6/1937, il sera classé avec 863 voix, à la 3^e place derrière Hadj-Ahmed Fertchoukh (956 voix) et Benali Boukort (865 voix). Les résultats déclarés, il est question d'un ballottage entre les trois listes *indigènes*, dont le nombre d'inscrits était de 3163, avec 2188 votants et 2095 suffrages exprimés. Les élections devront se refaire au mois d'octobre 1937 avec une légère révision des listes électorales sous l'égide de l'administration coloniale. le secrétaire *indigène* du PCA reprendra son bâton de pèlerin contre le fascisme nationaliste en comptant sur l'appui du CMA et de son porte-parole « politique » cheikh El-Okbi, qui lors d'un meeting, sera interrompu par un militant de l'ENA-PPA et au cheikh de rétorquer dans le même esprit du discours du PCA :

« *La politique d'indépendance des amis de Messali était une politique infantine, que celle du CMA consistait à tendre la main à la France en luttant contre la misère et l'ignorance et non à se livrer à des futurs esclavages pires que ceux que connaissent aujourd'hui les indigènes d'Algérie.* »

Le même CMA, pleinement engagé dans le réformisme social appui le PCA et la politique des Elus franco-musulmans, qui ne souhaitent que réalisé quelques retouches sur le système colonial en le maintenant pour leurs intérêts de classe. Le 5/10/1937, la colonisation installe des Délégations spéciales afin de remplacer les 150 élus musulmans qui ont démissionnés collectivement suite aux recommandations du CMA. Le PCA s'est joint à cette action. Sélectionnés par le CC du PCF, les candidats du parti

algérien dont Ouzegane, repartent en campagne électorale entre les 6 et 16/10, dans la 1^{er} Circonscription dite *arabe* d'Alger. En tant que secrétaire du PCA et conseiller municipal (démissionnaire), Ouzegane est parmi la délégation de campagne que préside Robert Deloche, membre du CC-PCF soutenant la candidature de M. Elie Mignot, secrétaire régional du PCA-Alger et candidat dans la 2^e Circonscription dit *européenne*, de même que M. Alex Muchielli, e la 4^e Circonscription en présence de Jean Graudel conseiller général de la Seine et maire de Gennevilliers.

Les résultats complets de ces élections, parurent le 18/10/1937, montrant un net recul des voix communistes face aux nationalistes de Messali et ceux des Elus franco-musulmans réformistes. Déclarés résultats en ballottage, Ouzegane n'aura eu que 580 voix sur les 7517 exprimés, face à Messali Hadj qui a eu quelques 2425 voix. Le PCA est totalement en perdition, désavoué le parti « communiste » décide de faire désister ses candidats u profit des nationalistes-réformistes. Ainsi Ouzegane se retrouve écarté dans sa circonscription en faveur du candidat du Parti Socialiste-SFIO, Oulhadj Benhadj et à Médéa, son camarade Bensalem Abdelkader en faveur de Saâdeddine Bencheneb du FEM. Après ce recul électoral, le PCA et à travers lui Amar Ouzegane, se retrouve désavoué par le CMA même, qui se réuni plus et arbore la dislocation et l'effritement. Toujours cloitrer dans sa logique électoraliste, le secrétaire-adjoint du CMA tente de réunir le Congrès à deux reprises les 19 et 23/4/1938, dans le but d'examiner la situation générale, de traiter la question des démissions de ses membres qui se font par voie de presse et prendre les dispositions qui s'imposent. Le 23/4/1938, Ouzegane préside le seul comité Algérois du CMA qui ne sera qu'une douloureuse parenthèse dans ce qui a été considéré comme modèle d'un Front antifasciste algérien.

L'expérience législative d'Amar Ouzegane est aussi une page de l'histoire du PCA qui croyait au passage pacifique d'une société multiraciale vers les libertés démocratiques et non vers le socialisme ou à l'indépendance nationale. Le slogan bien rétrograde, à notre sens, du *Pain, Paix et Liberté*, se confirme dans ce jeu électoraliste des municipales. Le conseil municipal d'Alger du 9/10/1938 et dont Ouzegane est membre, s'est réunis pour l'adoption d'un nouveau tableau des effectifs du personnel municipal. L'élu demanda qu'il y soit un nouveau recrutement d'*indigènes* au sein de la municipalité, la proposition lui sera refusée pour cause de restrictions budgétaires décidées par le Gouverneur d'Algérie. Ouzegane votera quand même la distribution des 500 quintaux de blé tendre qui ont été attribués, par décision préfectorale, à la commune d'Alger, afin d'être distribuée aux *indigènes nécessiteux*.

L'élu communal « communiste » hausse le ton, lors de la réunion du 15/7/1938, pour déplorer le vote de certains crédits et du retard apporté à l'exécution d'un programme d'habitat *indigènes*. Il interviendra, avec ses collègues musulmans, sur la

question des concessions israélites d'Alger, demandant une commission pour leur permettre de connaître l'avis de l'Association consistoriale. Enfin, il signalera la non attribution des rappels de 1937 au personnel municipal pour la plupart des européens. A la fin de 1938 et intervenant sur le budget municipal pour 1939, Ouzegane se plaindra de ce que les promesses faites n'aient pas été tenues et déplore que le nombre de centimes additionnels soient passés de 167 à 360 en 1937 et en fin, à 389,75 pour 1938. Il dira entre autre à l'adresse du maire fasciste d'Alger, M. Rozis : « *Votre politique financière consiste à faire payer le petit* ».

La presse de l'époque et durant la période allant des mois de décembre 1937 et janvier 1939, avait rapportés les quelques propos des élus communistes à travers des « débats houleux » et dans le contexte mondial du fascisme guerrier. Suite à la remarque d'Ouzegane sur la politique financière et budgétaire, un représentant européen releva que si les *indigènes* s'obstinaient à discuter chaque chapitre c'est que cette tactique qui émane de leur Parti tournerait à l'obstruction. Une provocation qui donna ses fruits, puisque l'élus Boumendjel, protestera, en relevant que « *ce n'est pas parce que nous ne voterons pas le budget qu'on nous empêchera de dire notre façon de penser* » et à son collègue, M. Labsi d'ajouter « *nous parlerons, même si cela nous entraîne jusqu'à demain matin* ». De son côté, le maire fasciste rétorquera par, « *vous nous empoisonnez l'existence !* ».

Durant la même séance, M. Amara a fait remarquer que rien n'avait été prévu pour payer le rappel promis aux employés municipaux. Le maire réplique par « *rien n'avait été promis* ». Les discussions tournent à la protestation et à de violentes interpellations de la part de Boumendjel, Amara et Hamoud au sujet de l'attribution des 200000 francs à l'AMNA, une œuvre de bienfaisance des Pères-Blancs. Les élus avaient demandé que cette somme soit versée au bureau de bienfaisance musulman ou au Centre d'entraide sociale, pour eux les Pères-Blancs font du prosélytisme dans les masses *indigènes* et les subventions municipales ne doivent pas permettre de semblables menées. *L'Echo d'Alger* du 14/1/1939, rapporte ce qui suit au sujet de cette séance :

« *On entendis M. Labsi qui protesta contre l'attitude de M. Rozis se refusant de recevoir, le 6/10/1938, trois conseillers indigènes qui venaient lui soumettre une motion contre les prétentions italiennes.*

Et M. Labsi d'ajouter : « M. Rozis, qui se disait indisposait, ne l'était plus quelques heures plus tard pour assister à la réception du Consul général à bord du « Vulcania ». M. Labsi regretta que la municipalité d'Alger n'ait pas cru de voir, au sujet

de la récente attitude de l'Italie, joindre ses protestations à celle des autres municipalités algériennes.

M. Amara, de protester contre les termes du discours de M. Rozis à la réception de fin d'année.

« - Vous avez affirmé que la plus grande honte que vous ayez ressentie, c'était de voir des membres du personnel municipal confier leurs revendications à des communistes indigènes connus pour leur hostilité envers tout ce qui est français... »

M. Ouzegane :

« - S'il y a quelqu'un qui doit avoir honte, c'est vous Monsieur le maire, qui, par votre attitude, contraignez les employés européens à nous confier leur défense. Du reste, ceux de votre Parti, ne se gênent pas pour vous fustiger à se sujet, qui vous dit à se sujet votre fait. »

M. le maire :

« - A out cela je ne répond que par du mépris. »

Les conseillers ont échangés des apostrophes, du type : « Et va donc fasciste », « Associez-vous à Mussolini », ou encore « Osez un peu crier : Vive Rome ! ».

La séance du 29/12/1939 fut aussi pour les fascistes municipaux français, une occasion afin de provoquer les élus du PCA. Maître Antona, élu et avocat au barreau d'Alger, profitant de sa mobilisation militaire, laissa une lettre au maire d'Alger dans laquelle il demande à ce que des précisions soient faites sur la situation de certains Conseillers municipaux du PCA et « dont le Parti a été considérés comme dissous au vu de la loi du 26 septembre 1939 ».

Le 23/2/1940 et sur requête du préfet d'Alger le conseil municipal de la ville d'Alger prononce la déchéance de plein droit du mandat des 6 conseillers municipaux communistes.

OUZEGANE : DE LA DETENTION POLITIQUE A LA DERIVE IDEOLOGIQUE

Le mois d'aout 1939, une délégation du Comité d'accueil d'Alger pour réfugiés Espagnols avait été reçue par le préfet de la ville. La délégation été composée de Virgil Barel, député PCF des Alpes-Maritimes, M. Belaiche, conseiller générale de l'Union des syndicats de la région d'Alger, M. Mombardi, délégué financier d'Alger, Louise Benchamoul, du Secours Populaire (ex-Secours Rouge), Antoine Chiavarini, trésorier du Comité d'accueil et Amar Ouzegane, conseiller municipal d'Alger.

La rencontre portait sur l'état et les conditions de vie des réfugiés de l'Espagne républicaine dans les camps de Boghari, de Carnot (aujourd'hui Abadia) et de Benihindel. Le préfet d'Alger de son côté, avait évoqué le réaménagement d'un camps à Benchicaou (Médéa) au prix de 700000 francs débloqués pour la circonstance. Durant cette entrevue, Virgile Barel déclara qu'il compte rendre visite aux réfugiés espagnols malades et hospitalisés à Alger, de même pour Kaddour Belkaim, secrétaire du PCA et Antoine Chiavarini qui se rendront en visite aux camps d'Orléansville, de Carnot et de Benihindel. La préfecture en question, avait projeté de dégager le camp de Boghari vers la région de Cherchell où un nouveau camp était en construction pour accueillir les centaines de républicains espagnols « internés » dans les conditions les plus inhumaines et des plus déplorables. L'un des membres du Comité d'accueil, Antoine Chiavarini et sa campagne du Secours Populaire, Leone Gosselin, seront d'ailleurs arrêtés le 28/12/1939 dans le cadre de la loi anticomuniste du gouvernement Daladier. En effet, le décret du 26/9/1939 stipulant la dissolution du PCF et de toutes les organisations syndicales, sociales, sportives et culturelles qui lui sont affiliés, exigeant des militants communistes et des adhérents une *déclaration par écrit répudiant tout appartenance au communisme*, est une véritable inquisition mise en oeuvre par les fascistes au pouvoir en France.

Le 24/2/1940 et sur requête du préfet d'Alger, une déchéance de pleine droit du mandat des conseillers municipaux de la ville et région d'Alger a été signifié aux membres du PCA. Alors débute une véritable « chasse aux sorcières » à travers tout le territoire de la colonie Algérie. Amar Ouzegane sera arrêté et conduit en étenion au camp d'internement de Djenen Bou- Rezg, à Ain Séfra.

C'est dans le troisième volume de l'ouvrage de Jacques Jurquet que nous retrouvons quelques éléments pouvant apporter quelques clarifications sue la période allant du 2^e au 3^e Congrès du PCA, à commencer par la surprenante décapitation de ce

dernier juste après le retournement de veste du secrétaire du CC-PCA, Benali Boukort. Amar Ouzegane dira à ce sujet :

« Benali Boukort convoqué au siège du Gouvernement général au moment de la dissolution du PCA. Il accepte de faire une déclaration condamnant le Pacte germano-soviétique. »

Pour Ouzegane, il aurait été plus digne pour cet ancien dirigeant de ce faire arrêter que de recevoir un poste de receveur des transports urbains d'Alger et qui finit par commanditer les assassinats des militants de la Fédération de France du FLN en étant au sein du MNA messaliste entre 1956 et 1962. En évoquant la date du 27/4/1940, Ouzegane la considère comme celle de la mise à mort du PCA. Il notera entre autre, que *« Nous sommes presque tous arrêtés à l'exception de Larbi Bouhali qui fut arrêté au mois de mai 1940 »*.

A l'annonce de la dissolution du PCF, puis celle du PCA, Ouzegane prend contact avec la militante paulette Melot-Lenoir, épouse de Robert Lenoir et mettent sur pied une imprimerie clandestine pour relancer l'organe central du Parti. Il avait assuré lui-même, la rédaction politique du n°2 du mois de novembre 1940 de la *Lutte Sociale*.

En évoquant la reconstitution du PCA, Ouzegane rapporte que l'opération fut réalisé avec aisance *« grâce à la disponibilité de nombreux militants »*, sans s'étaler sur un quelconque détail ou indice sur le comment et le pourquoi de cette phase cruciale de l'histoire du Parti, en se limitant au seul exemple de la réunion qui a eu lieu à Bab El-Oued et à laquelle il avait assisté. Elle aurait regroupé 15 militants-cadres, dont Fayet et Marouf. C'est durant cette réunion qu'il a été proposé comme Premier secrétaire du PCA, précise-t-il.

« Mon analyse sur la situation politique ayant été jugé plus juste que le rapport préliminaire confus de Bouhali. Ce dernier élu responsable à l'organisation, chargé de fixer le nouveau lieu de rencontre de la nouvelle direction de 5 membres, ne vint pas au rendez-vous fixé par lui-même, pour me voir au restaurant de mon frère, rue Clauzel où le travaille depuis que j'ai cessé d'être permanent du Parti. »

On l'absence de textes sur cette fameuse réunion de Bab El-Oued et le grand silence de Larbi Bouhali, il devient difficile pour l'histoire de parier sur l'objectivité des propos d'Ouzegane sur une période bien complexe de l'existence du PCA. Une période qui révélera le PCA autant par sa force que ses énormes faiblesses politiques qu'organisationnelles. Afin de remédier à ces oublis, intentionnés ou non, un « blanc d'histoire » pour lequel nous nous sommes contenté de recueillir quelques faits sur

cette période de la chasse aux communistes, menée par l'administration fasciste et sa police coloniale. Mais qui nous interroges aussi, sur cette attitude d'Ouzegane à vouloir se maintenir en idolâtrie face aux sacrifices de ses camarades de tout âge et de tout sexe, en huilant sa petite personne de tous les parfums et ne cessant de régler des comptes personnels devant son échec politique et idéologique.

A l'annonce du Pacte germano-soviétique, des militants et cadres-dirigeants du PCA ont eu des attitudes négatives et d'incompréhension vis-à-vis de la stratégie du PCUS face au déferlement des armadas nazis. La machine de propagande fasciste était à son comble en Algérie et il fallait assaisonner les esprits simple en les préparant à une guerre contre le communisme en affaiblissant au maximum les partis communistes et disperser les rangs des progressistes. A ceux-là s'ajoute la question de la formation politique et idéologique des dirigeants algériens du PCA et leur capacité d'assimiler la stratégie et la tactique communiste, en termes léninistes, afin de prendre les décisions les plus justes dans cette lutte de classe mondiale que ne cessait de mener le PC(b)US.

UNE EPURATION COLONIALE METHODIQUE

Nous présentons et d'une manière non-exhaustive, le listing de cette campagne orchestrée méthodiquement contre les militants (es) du PCA entre 1940 et 1942.

En septembre 1940, le Tribunal militaire permanent d'Alger condamne Marcel Planès, agent des PTT et ancien secrétaire de la Région algéroise du PCA à 18 mois de prison et à 3000 francs (1230 euros) d'amende.

Au mois d'octobre 1940, le Tribunal correctionnel d'Alger a infligé une peine de 7 mois de prison au nommé Kerrouche Brahim ben Ahmed de Boufarik, pour propos défaitiste tenus dans cette ville, le 20/8/1940. Trois mois également ont été retenus à l'encontre de Serkissian Carabed, photographe à Kouba, pour propagation de mots d'ordre émanant de l'Internationale Communiste. On lui reprochait d'avoir, en public, à Maison-Carrée, exhibé la doctrine communiste. Ce à quoi, Serkissian (un exilé d'origine arménienne) répond que l'on a mal compris ou mal entendu. Il affirme, qu'il aurait dit : « *Je suis commune mixte !* » et non communiste, voulant dire par là que son opinion se cantonnait dans un juste milieu des doctrines politiques en cours avant la guerre.

Sur mandat d'arrêt délivré par le doyen des juges d'instruction, chargé de l'instruction ouverte contre les communistes d'Algérie, le docteur Cattoir, un communiste de Constantine a été arrêté et écroué à la prison civile au mois de novembre 1940.

Un communiste de Bougie est condamné à 6 mois de prison par le tribunal de Constantine. Reconnu comme chef d'une cellule du PCA à Bougie, le commis des Postes, Ernest Merlet, le 23/10/1939 dans le train qui le ramenait d'Alger à Constantine, Merlet parlait d'un voyage qu'il venait d'effectuer en Union Soviétique, et en présence de civils et de militaires, faisait l'apologie des institutions soviétiques. A l'audience, Ernest Merlet nie. L reconnaît simplement avoir narré en détail son périple soviétique. Des témoins entendus en donnent un démenti formel. Il sera condamné le 20/2/1940, à 6 mois de prison et à 500 francs (205 euros) d'amende.

Le 13/3/1941, la police fasciste française procéda à Lyon à 50 arrestations. A Toulon et Montauban, à 51 arrestations de militants communistes, dont une vingtaine de Français, une trentaine d'Espagnols et quelques Italiens, tous à Lyon. Sur un total de 109 militants, nous comptons parmi eux, Jean Chaintron (Barthel).

Au mois de juin 1941, le régime de la collaboration institue au ministère de l'Intérieur, une commission chargée de l'examen des dossiers des juifs d'Algérie. M. Gazagne, le chargé de mission au Commissariat général aux questions juives est membre de cette commission d'épuration raciale.

En janvier 1941, une police spéciale a vu le jour menant une opération appelée vulgairement « Lutte contre le communisme » comme s'il s'agissait d'une lutte épidémiologique ou d'une dérive sociale et éthique. Cette police avait pour mission de

surveiller et traquer les soi-disant derniers représentants du parti interdit. Depuis 1940, cette police est présente avec pouvoir d'exceptions dans les départements d'Algérie, de Tunisie et du Maroc. A Alger, le commissaire Barrette était chargé de la surveillance et des arrestations des militants, adhérents et sympathisants du PCA, des JC et de la CGT.

Le 27/1/1941, on annonce l'arrestation d'un groupe de militants, parmi eux 2 femmes : une institutrice révoquée pour ses idées et une jeune femme « d'origine israélite ». les deux autres militants, n'étaient autre que Georges Raffini, 24 ans, dit « Durand Pierre », originaire de la ville de Constantine, arrêté le 20/1/1940 et Gustave Vallon, 20 ans dit « Ville Jean », mécanicien et originaire de la même ville.

Aux abords de la plage des Deux-Moulins (Bologhine, Alger), une descente de la Police Spéciale fasciste arrête dans un cabanon, 3 militants, à savoir Maurice Laban, dit « Poli Dominique », 26 ans, ancien étudiant en pharmacie, originaire de Djelfa, sa campagne Odette Deï, dite Rossignol dite « Dodo » ou encore « Zozo », 23 ans, ancienne employée et licencié des Chemins de Fer d'Algérie. Enfin, Tahar Kateb, 23 ans dit « Amerouchène Lakhdar » ou « Amrouche Ali » ou même « Ghenassia Isaac-Georges » originaire de Biskra et déjà condamné en décembre 1939 à 6 mois de prison pour distribution de tracts. Lors de cette arrestation, des sommes, allant de 2000 à 6000 francs (820 à 2460 euros) ont été trouvés sur chacun d'eux, une petite presse d'imprimerie, une ronéo, deux machines à écrire, des tracts en français et en arabe, de même qu'un numéro de *Lutte Sociale* à moitié imprimée. La même arrestation a touché Pastor Baptiste, 36 ans, ébéniste et secrétaire de la section du PCA de Bab El-Oued, ainsi que Adonis Crouail, 33 ans, charpentier habitant à Oran où il était secrétaire de la section communiste au sein de la CGT.

Durant cette campagne répressive touchant communistes et nationalistes, faut-il le rappeler, des « Algériens » bien assimilés à la culture nationale de l'Empire coloniale discutait le budget 1941 de la ville d'Alger. Ce fut le cas de MM. Hamouda, Sfindja, Kortebi, Boumendjel et Ferhat Abbas. Alors que sur le plan de la *lutte contre le communisme*, le préfet fasciste d'Alger décide, au début de septembre 1941, d'interner les militants PCA qui suivent :

A Orléansville : Montagné, Verdu, Carratéra, Serrano, Mahmoudi et Bouchakdji ;

A Ménerville : Cipriani et Pons ;

A Oued-Fodda : Mohamed-Pierre Marouf ;

A Hussein-Dey : Simonin, La Torre, Gemy, Sorabelle, Nou-Nachor Julien ;

A Birmandreïs : Cardonna et Barthe.

Les militants Jean Alvorres et Kaci Mokrane, inculpés de reconstitution de ligue dissoute (le PCA) seront déférés au Tribunal militaire d'Alger. La même décision préfectorale mentionnera dans le cadre de la lutte contre le Parti du Peuple Algérien, les militants nationalistes Ali Hamza et Mostefa Chaouch de Dellys, qui seront internés au camp de Djénen Bou-Rezg, sous l'inculpation d'être coupable de menées subversives en faveur du PPA.

Le même préfet fasciste présentera durant le mois d'août 1941, 7 militants communistes au Tribunal militaire d'Alger, sous l'inculpation de reconstitution de ligue dissoute. Les sept concernés furent :

Lisette Vincent, ex-directrice d'école au département d'Oran, Carillo Martin, exilé espagnol, Perez Gonzalès, Ramirez Nunez et Aziz Nuarette.

Le 3/9/1941, le même tribunal prononça les condamnations à l'encontre de :

- Moïse Scemama et Georges, 4 ans de prisons et 1000 francs d'amende (2440 euros) ;
- Viktor Siltruk, 3 ans et 1000 francs d'amende ;
- Benjamin Gozlan, 1 an et 200 francs d'amende ;
- Enfin, Isaac Zirah, 3 ans et 1000 francs d'amende.

Les 26 et 27/11/1941, la cour martial d'Oran inculpe 21 militants communistes de reconstitution de ligue dissoute (PCA) parmi les 18 condamnés de prison de peine s'échelonnant de 5 ans à 6 mois de prison et de 100 francs (56 euros) à 5000 francs (2800 euros).

Vers le 13/12/1941, le Tribunal militaire de la 15^e Division à Marseille, condamne 11 communistes pour avoir constitués une organisation de liaison et de soutien au PCA entre l'Algérie et la Métropole. Il s'agissait de :

- Jean Devaux, peine de mort par contumace ;
- Joseph Pastor, peine de mort par contumace, pour détention de tracts ;
- Adolphe Follignani, travaux forcés par contumace ;
- Joseph Gabelda, 20 ans de travaux forcés ;
- Albert Domenech, 10 ans de travaux forcés ;
- Jean Ferruga, Idem ;
- Carmen Boatell, Idem ;
- Antoine Ballri, 15 ans de travaux forcés ;
- Georges Colomba, 18 mois de prison, pour transport du papier duplicateur ayant servi à trier des tracts ;
- Jean-Louis Tourel, à 5 ans de prison, pour distribution de tracts communistes.

A Alger, le directeur de la Sécurité générale en Algérie, Muscatelli, règne en maître avec Bringard, sous-directeur de la sécurité générale et Lavaysse, le secrétaire générale de la Préfecture d'Alger, délégué à la police d'Etat d'Alger. Communistes, juifs, Francs-Maçons, anarchistes étrangers et nationalistes radicaux algériens ont tous été dans les mêmes camps et le même sac. Il s'agissait de puritanisme racial qui voulait éliminer ces « rubigineux » qui entravaient la Révolution nationale-fasciste.

Amar Ouzegane est au camp de Djeneb Bou-Rezg et le capitaine Schoen est venu lui proposer un poste de chef de service à Radio PTT-Alger. Le militant s'y refuse et pour cause :

« La direction du Parti mit en garde, contre ces conceptions erronées tous ceux qui étaient connus pour leurs responsabilités publiques », témoignera-t-il à Jacques Jurquet.

Sauf, pour ceux qui n'avaient pas une certaine influence de masse, ils seront autorisés à agir en double-jeu et il cite les noms du frère cadet d'Ali Débabèche et Ahmed Mahmoudi. Dans ce camp, la plupart des militants communistes étaient d'origine française.

De mars à juillet 1942 et à deux mois du débarquement Anglo-américain au Maroc et en Algérie, le Gouvernement général fasciste d'Algérie avait arrêté et condamné 33 militants communistes supplémentaires. Cette chasse aux « sorciers rouges » avait atteint son paroxysme au Maroc et en Tunisie, où la Section spéciale du Tribunal militant de Casablanca venait de condamner 19 militants communistes, dont 4 ans travaux forcés, 7 à des peines de travaux forcés allant de 5 à 12 ans et 8 militants à des peines de prisons allant de 5 à une année. Du côté du tribunal militaire de Tunis, 7 militants communistes qui ont comparu le 16/7/1942 et ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 15 ans de travaux forcés, alors que d'autres à 20 années d'interdiction de séjours dans certaines villes et des amendes allant de 2000 à 50000 francs de l'époque.

En Algérie, le PCA continu à être la cible du colonialisme fasciste et au mois de mars 1942, 6 militants dont une femme ont été condamnés à la peine capitale. La police spéciale fasciste française qui avait mis sous surveillance la nouvelle direction du PCA-Clandestin depuis sa formation en novembre 1939, aboutit à partir du 15/11/1940 aux arrestations et en finalité au démantèlement de la nouvelle équipe dirigeante.

Les condamnés à mort :

- Thomas Ibanez ;
- Lisette Vincent ;
- Georges Raffini ;
- Ditmar Donéliou ;
- Emile Touati ;
- Ahmed Smaïli (par contumace, en fuite)

Aux travaux forcés à perpétuité :

- Maurice Laban ;
- Roland Lenoir ;
- Jacques Bentolila ;
- Gabrielle Gimenez ;

- Louis Laurent ;
- Aliddine Débabèche ;
- Odette Deï ;
- Gustave Vallon ;
- Omar Mouleshoul.

A 20 ans de travaux forcés :

- Mohamed Kateb ;
- Jacques Salort ;
- Mohamed Boucetta ;
- Roger Tissier.

A 15 ans de travaux forcés :

- Paul Estorges ;
- Ignace La Bella ;
- Baptiste Pastor ;
- Maurice Gay.

A 10 ans de travaux forcées :

Charles Fayette ;
Yvonne Saillon ;
Alexandre Pantalini ;
Isabelle Viel ;
Oscar Gonzalès.

A des peines diverses d'emprisonnement :

- Louis Font (5 ans) ;
- Alexandre Urios (5 ans) ;
- Antonin Sanchez (5 ans) ;
- Cristobal Vaguero (4 ans) ;
- Paul Phesans (2 ans) ;
- Louis Gjener (2 ans) ;
- François Vaquero (2 ans) ;
- Jean Torrecilla (1 an et 4 mois) ;
- Fernand Longhi (1 an et 3 mois) ;
- Ahmed Bachir (1 an et 2 mois) ;
- Joseph Ramon (1 an) ;

A Oran et au mois d'avril 1942, les militants, Figueros, Dasi, Parra, Farina, Hernandez, Carillo, Oltra, Luis Garcia, Estrada, tous réfugiés républicains espagnols, anarchistes et communistes du PCE, ont été condamnés à un an de prison et 12000 francs d'amende chacun pour « fausses déclaration d'état-civil ».

Le 12/6/1942, la section spéciale du Tribunal militaire d'Alger fait comparaître 7 militants communistes dans l'affaire dite de « *l'imprimerie clandestine du PCA* ». Les concernés étaient :

- Paul Caballero, à mort par contumace ;
- Fernand Manchon, aux travaux forcés à perpétuité ;
- Jean-Marie Bontet, 5 ans de réclusion ;
- Abdallah Kaci, à 3 ans d'emprisonnement et 12000 francs d'amende ;
- Gaston Bontet, à 6 mois de prison et 20000 francs d'amende ;
- Aranda Guzman, à 18 mois de prison et 1200 de francs ;
- Daniel Grassi, à 1 an de prison et 200 francs.

Au 3//7/1942, 11 militants communistes arrêtés à Blida au mois de mai 1942 ont comparus devant la même section spéciale du parquet militaire d'Alger sous inculpation de vouloir reconstituer le PCA dissout et propagation de mots d'ordre de la 3^e IC. Les noms des militants concernés, sont :

- Albert Menerger (15 ans de travaux forcés) ;
- Joachim Barcelo (10 ans de travaux forcés) ;
- François Gatto (7 ans de prison et 1200 francs d'amende) ;
- René Zaraquin (5 ans de prison et 1200 de francs d'amende) ;
- Auguste Chatain (4 ans et 1200 francs d'amende) ;
- Maurice Ribet (4 ans et 1200 francs d'amende) ;
- Georges Chatiel (18 mois de prison et 1200 francs d'amende) ;
- Braham Larinouna (8 mois de prison et 200 francs d'amende) ;
- Robert Deddouche (6 mois et 200 francs d'amende) ;
- Mohamed Ali-Khodja (6 mois de prison et 200 francs) ;
- Pierre Attard (6mois de prison et 200 francs).

DEUX PCA DITES-VOUS ?

Aux dires de M. Ouzegane, il y aurait eu durant le fascisme vichyste en Algérie, deux PCA, l'un à orientation dite nationale sous la direction d'Ahmed Smaïli et comprenant essentiellement des Algériens et des cheminots européens de la région d'Oran et un second PCA, à orientation européenne, composé de ceux qui étaient issues du PCF et avaient comme chef de file Caballero. De même qu'il évoque le numéro de novembre 1940 de la *Lutte Sociale*, qui aurait été diffusé et édité par des militants Algériens « *ce qui avaient échapper à la répression* ».

Mais, à la lecture des informations qui précèdent sur la répression fasciste et les diverses condamnations des militants communistes, nous pourrions nous interroger sur les propos de celui qui a été interné et totalement isolé organiquement à Djenez Bou-Rezg jusqu'à la fin du mois d'avril 1943. Tout comme nous pouvons lire dans le Tome 3 de l'ouvrage de Jurquet, que :

« Sous le contrôle, dit, vigilant des dirigeants et militants français, le PCA n'avait pratiquement plus d'activité d'indépendante, ni même autonome. Il redevient de fait ce qu'il avait toujours été depuis sa fondation, un simple organisme occupé à appliquer en Algérie la ligne définie en France (sauf pour la période de septembre 1939 à juin 1941) » (pp. 102-104, de la réédition algérienne).

Il y a une certaine incohérence entre les deux propos et la réalité vécue par les militants (es) eux-mêmes durant cette période de la clandestinité. La surveillance des agissements des militants, leurs arrestations puis leurs condamnations, montrent qu'il y avait d'incessantes tentatives de mettre sur pieds le PCA tel qu'il a été dissous, avec une reconfiguration régionale qu'exige la clandestinité. Il y avait une distribution de tâches précises entre Arabes et Européens dans le même organigramme sur les plans financiers et moyens matériels, auxquels il faut ajouté que des responsabilités régionales ont été mise sur pied afin de coordonner avec la direction clandestine qui représentait les 3 départements.

La question qui s'impose, par contre d'elle-même, est certainement la suivante : Comment la police spéciale fasciste de Vichy a-t-elle réussie à démanteler les différents réseaux ? N'y avait-il pas des failles organisationnelles au sein du PCA qui permettaient l'entrer des « taupes » dans les rangs des militants ? les réponses sont d'ordre politique et idéologique.

Ouzegane et ses compagnons seront tardivement libérés, bien après ceux du PCF incarcérés en Algérie. Ils découvriront un autre regard de la France coloniale, celui de

maintenir la colonie au sein de l'Empire en apportant quelques restructurations politiques et économiques afin d'asseoir un peu plus l'exploitation des richesses pour la reconstruction de la métropole.

OUZEGANE, LE DEPUTE REFORMISTE DE LA COLONISATION

A leur sortie des camps d'internement « *toute la population européenne vouait aux communistes une admiration particulière, notamment les juifs.* » (Ouzegane à Jurquet, pp, 211-213). Il rédigea même un article sur l'hebdomadaire du PCA, *Liberté*, n°38, sur l'Ordonnance du 7 mars 1944 où De Gaulle et son CFLN, abrogea le Code de l'Indigénat.

Les 14 et 18/8/1943, le PCA reprend son activité légale et convoque à Hussein-dey, au foyer municipal, quelques 200 délégués pour une Conférence nationale après les réunions de conférences régionales qui ont eu lieu le 1^{er} aout autour du thème jugé de l'heure, *Unir le peuple algérien pour l'écrasement du fascisme*. Le rapport d'activité a été présenté par Nicolas Zanettacci, celui de l'organisation par Ouzegane et celui de la politique général du Parti par Larbi Bouhali. Ce dernier avait posé avec insistance dans son rapport, la question de la participation du peuple algérien à la guerre contre le fascisme, pour la libération des peuples et pour la liberté. Plusieurs délégués avaient insistés sur le recrutement et l'organisation des masses musulmanes dans le Parti.

Présents à cette conférence, les dirigeants du Pcf avaient pris la parole aux clôtures de la rencontre. Waldeck Rochet disait, entre autre que :

« L'autre question essentielle, c'est la politique à mener à l'égard des masses musulmanes : les communistes, nous devons le marquer fortement, sont contre toutes formes d'oppression, contre toute inégalités de droit entre les hommes et entre les peuples... »

Présent aussi, Etienne Fajon qui prononça le discours ce clôture de travaux de la conférence, notera de son coté :

« La politique de notre parti ? Unir le peuple algérien, sans distinction d'opinion, de race ou de religion, pour une participation agissante à la guerre des forces de liberté contre le fascisme. »

Le PCA réinitialisé dans sa ligne d'avant septembre 1939, il aura à a tête un directoire euro-algérien de 17 membres et militera durant toute une année a se réorganiser selon la ligne et les choix de la direction du PCF fortement présente à Alger.

Une seconde Conférence centrale du PCA aura lieu, cette fois, à la grande salle Pierre Bordes les 13 et 24/9/1944 sous le thème : *L'Union dans l'action des peuples d'Algérie et de France*. Amar Ouzegane tiendra un rôle essentiel durant cette Conférence en chargeant, comme avant 1939, les dirigeants nationalistes en les

qualifiants de complices, conscients ou non, des cent seigneurs liés aux Hitlériens (avant 1939, ils étaient 200 !) et agents provocateurs manipulés par la police et les services non épurés des éléments vichystes.

Ouzegane et les « communistes » algériens continuaient à formuler cette fausse contradiction principale entre le peuple colonisé et le fascisme mondial, essentiellement hitlérien, et non celle d'une colonisation qui durait depuis 114 ans. Durant cette Conférence, on parle d'interventions de délégués qui ne cessaient de souligner « *la justesse de la ligne politique* » de leur Parti. Cette justesse que Jurquet résume en :

- 1) La lutte contre le fascisme, les trusts et les seigneurs de la colonisation ;
- 2) Union indissociable avec le peuple de France qui veut bâtir une démocratie nouvelle et réelle ;
- 3) Union des populations algériennes sans distinction de race, de religion, ni d'opinion politique ou philosophique.

Jurquet estime que Ouzegane a été trompé et induit en erreur tout comme l'avait été, avant lui, Kaddour Bélkaïm. Le PCF aurait transmis de fausses informations aux militants algériens leurs annonçant la formation d'une armée populaire d'un type nouveau qui est en train de libérer le territoire de la France, de même que ce discours d'Ouzegane qu'il prononça sur une défaite des exploiters du peuple de France qui entrainera la chute de ceux qui les soutiennent en Algérie, comme exploiters du peuple colonisé. Ouzegane reconnaissait plus tard que le PCA,

« N'avait pas réussi à entraîner les larges masses musulmanes, ni à définir une tactique à l'égard des divers mouvements pseudo-nationalistes. »

Mais au mois de février 1945, la conférence des 3 Partis communistes nord-africains (Tunisie, Algérie et Maroc) avait publié un communiqué, mettant en garde la population des trois colonies, notamment les Algériens, sur ce qui se tramait derrière les « révoltes de la faim ». Donc, les vichystes toujours au sein des appareils administratifs fomentent un coup insurrectionnel contre le CFLN et forces Alliées présentes en Algérie.

Ouzegane sera envoyé, au nom du PCA, à Constantine afin de déjouer ces manœuvres. Il fera une tournée de rassemblements à partir du 16/4/1945, débutant par Sétif, puis retournant le 1/5, à Constantine afin d'organiser une grande manifestation populaire et ouvrière. Sur cette épisode politique, il dira à Jurquet que :

« Là, j'ai empêché d'aboutir la tactique du PPA qui visait à regrouper sous sa seule bannière tous les Algériens. Il avait mis en place des sentinelles pour les inciter à rejoindre son groupe. Mais je parvins à lui opposer un défilé par corporations syndicales à l'actif concours de nos camarades arabes syndicalistes.

Le défilé du PPA fut squelettique, mais le notre fut plus important et, contrairement à ce qui se passe à Alger, Oran ou Bougie, il n'y eut ni mort ni blessés. »

La première semaine du mois de mai 1945, Ouzegane poursuit sa charge contre les nationalistes du PPA. Il écrira notamment :

« Les instruments criminels, ce sont les chefs du PPA, tel Messali et les mouchards camouflés dans les organisations pseudo-nationalistes. Il faut châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de ces troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de mains qui ont dirigé l'émeute. »

Traitant Moufdi Zakaria de « premier Khalife de Messali », de millionnaire et de trafiquant notoire, Ouzegane chargera son ex-camarade Boukort qui a rejoint le PPA, en le qualifiant de

« Traître du PCA, collabo de Berque par peur de la répression de 1940, qui travailla avec la police de Vichy pour faire arrêter les militants du PCA, devenu un théoricien des faux-nationalistes du PPA. »

C'était encore un Chadli Mekki, orateur du PPA désigné de mouchard de Ricko, le directeur du camp de Djenen Bou-Rezg, un hitlérien forcené et antisémite. Il évoquera encore un Younes, rédacteur en chef du journal du PPA, d'un homme très lié au panarabiste Chakib Arslan ou encore, le vice-président du PPA, Si Djilani qui collabora activement au sein de l'organisation nazi Todt.

A la page 280 de l'ouvrage de Jurquet, Ouzegane tente d'expliquer sa virulence à l'encontre des nationalistes du PPA, comme suite :

« Ma virulence s'explique par l'anticommunisme enragé de ces personnes qui oubliaient d'attaquer l'ennemi principal, le

colonialisme. Boudali Safir, après la publication de cet article m'a dit que je l'avais confondus avec son frère dont j'ai oublié le prénom. Moufdi Zakaria, plus tard, auteur de l'hymne algérien et Chadli Mekki, messaliste arrêté au Caire comme tel, ne m'en ont pas tenu rigueur. Benali Boukort qui a écrit à des internés de Djénen Bou-Rezg leur proposant de les faire libérer avec la certitude de leur trouver un emploi, est devenu ensuite rédacteur clandestin d'un journal nationaliste. »

mais au-delà d'une quelconque tentative de se remettre en cause en termes d'attitudes et de prises de positions, Amar Ouzegane ne faisait qu'adhérer un peu plus à la ligne erronée du PCA, dictée par « le Grand parti-frère » de France. Aujourd'hui et à la lumière des évolutions historiques au sein même du Mouvement communiste mondial, nous ne pouvons occulter cette tentative à vouloir esquiver les questions idéologiques, politiques et organisationnelles avec un acharnement à personnaliser les dérives de ce leader poursuivant à soutenir les positions réformistes et déviationniste du PCA jusqu'à son exclusion.

Avant sa dérive nationaliste et bourgeoise, Amar Ouzegane continua à soutenir la voie de l'électoratisme et la défense d'une Algérie multiethnique, pluriculturelle dans le cadre de la fraternité entre les peuples de France et d'Algérie à travers cette « théorie thorézienne » purement anti-marxiste-léniniste, d'une libération du peuple colonisé par celui qui le colonise.

Le 14/7/1943, à Alger, le général De Gaulle et le CFLN était au complet au moment du gigantesque rassemblement populaire et auquel avait assisté Amar Ouzegane, déclarant que le peuple algérien participait tout entier aux côtés de la France et des Nations-Unies à cette guerre juste, à cette guerre sacrée contre le fascisme. Devant M. Murphy, l'envoyé spécial du président Roosevelt, Mac Milan, ministre représentant de Churchill et M. Miskievitch, représentant de l'URSS et officier de l'Armée Rouge, les propos d'Ouzegane ont plus à beaucoup de présents mais étonnés le représentant du pays des Soviets auprès des forces du débarquement Alliées du 8/11/1942.

Au mois d'août 1943, Ouzegane est devenu membre de l'Assemblée municipale de la Délégation Spéciale de la ville d'Alger, qui comptait 18 membres européens et 7 membres musulmans. La présidence de la Délégation a été octroyée à Marcel Duclos et Ouzegane se retrouve aux côtés de MM. Benmrabet, Boumedine, Haddou Abdelkader, Kateb Hamida, le Dr. Tamzali Abdenour et Zoual Elhadj, pour une nouvelle législation administrative tant que le PCF est alliée à la bourgeoisie capitaliste française qui s'est

reconvertie dans les affaires de la reconstruction d'une métropole mise à genou par le nazisme et le fascisme vichyste. Ouzegane animera le premier meeting du PCA depuis son retour à la légalité à la salle du Majestic (29/3/1943), en compagnie d'Henri Pourtalet, député PCF de Cannes, François Billoux, député de Marseille et Nicolas Zanettacci. Au mois de novembre, il est à Tunis assistant à la salle Maltaise, à la conférence nationale du PCT aux côtés des députés PCF, Lucien Midd et Virgil Barel.

Le 8/11/1943, à Alger, le membre du CC-PCA est convié à l'inauguration de l'Université Nouvelle qui se veut un espace intellectuel s'adressant à toutes personnes qui désirent parfaire leur culture générale et compléter leurs connaissances dans les domaines de la philosophie, l'art, la littérature, l'histoire de France, de l'Algérie et du monde, pour une période de 7 mois. Vers la fin de l'année 1943, Ouzegane est à Rouïba animant un meeting public en compagnie du député PCF Lapère. Mis janvier 1944, une patrouille de l'armée américaine, chargée de la surveillance de la frontière séparant le Maroc espagnol du Maroc français venait le 20 janvier d'arrêter un groupe de communistes espagnol du PCE qui était porteur de documents qui ont établis leur intention de dynamiter le siège de la Phalange franquiste de la ville de Fez. Le groupe de la résistance espagnole portait des documents délivrés par les autorités gaullistes d'Alger.

Le PCA de son côté lança à Alger la « Coupe Amar Ouzegane » de football et la coupe 1944, sera remportée par l'ER Ben-Aknoun face à la JSB par 1 à 0. A Oran, ce fut l'occasion pour Ouzegane d'assister à la commémoration du 20^e Anniversaire de la mort de Lénine, qui a eu lieu au théâtre municipal le 22/1/1944 et au cours de laquelle successivement la parole a été donnée au secrétaire du PCA, au député des Ardennes M. Lapère et au secrétaire régional du PCA-Oran Polozneto. Un ordre du jour a été voté sous les acclamations du nom de Staline en tant que « *digne continuateur de Lénine* » et la vaillante Armée Rouge.

A l'instauration d'une Délégation Spéciale de la ville d'Alger, Ouzegane est désigné comme membre de l'assemblée provisoire, ce qui inaugure pour le dirigeant du PCA sa nouvelle phase de commis du nouveau pouvoir et son administration coloniale. A la 1^{er} Conférence centrale du PC d'Algérie qui a eu lieu au mois de septembre 1944, Ouzegane présente une analyse de la situation politique de la colonie, en relevant notamment, que :

« L'Algérie servira-t-elle à constituer un bastion versaillais ou deviendra-t-elle le solide allié de la France nouvelle contre les gros féodaux et leur complices, conscient ou non ? Le parti communiste veut entraîné les populations algériennes dans la

grande lutte sacrée contre l'hitlérisme et les trusts traitres, pour la libération de la France et la propre libération du pays. »

La résolution qui suit, indique clairement que le PCA d'après 1942, faisait pleinement le jeu de la direction politique du PCF.

Ainsi, nous pouvons lire :

« La Conférence centrale du Parti Communiste Algérien, réunie salle Pierre Bordes, les 23 et 24 septembre 1944 à Alger. Enregistre les lenteurs des départs des députés communistes français et de tous les internés politiques métropolitains ; proteste avec énergie contre le fait scandaleux, et malgré les promesses faites le 18 septembre par M. Le général Catroux, représentant du gouvernement provisoire de la République française en Afrique du Nord, que depuis plus d'un mois que Paris est libérée, des élus du peuple de France ne puissent reprendre leur poste de combat auprès de ceux qui les ont mandatés ; demande instamment que la priorité soit accordée aux membres de l'Assemblée consultative, aux parlementaires, ainsi qu'aux 300 déportés politiques encore présents à Alger pour leur départ immédiat en France. »

Ainsi, le PCA s'inquiète du retard des départs de quelques députés PCF pour rejoindre leurs postes auprès de la bourgeoisie capitaliste coloniale, et ne semble nullement inquiète du retour des blessés, et handicapés à vie des milliers d'Algériens qui ont été victimes d'une guerre impérialiste qui ne les concerne ni de près ni de loin.

Le *larbinisme* du PCA auprès du PCF, se poursuit jusqu'à mobiliser les travailleurs nord-africains pour la reconstruction de la France qui est une manière de rebâtir la colonie Algérie. C'est ainsi que 3000 nord-africains se sont rassemblés à La Mutualité de Paris, le 21/9/1944 et acclamaient, aux dires de *L'Humanité*, la politique du parti communiste français. Etienne Fajon, de retour d'Algérie, sur la situation de l'Afrique du Nord et l'activité des communistes dans cette *contrée*. Adjroud Rabah était parmi les intervenants, puis c'est à Fajon de décrire l'action des députés communistes et celle du parti communiste nord-africain, action qui ébranla les barrières laborieusement dressés par les ennemis de la France entre les populations de races différentes en Afrique du Nord et qui crée les conditions de l'union entre ces populations et le peuple de France ; une vision qui rejoint le grand projet colonial d'une Union Française après que le peuple vietnamien et son Parti Communiste pris l'initiative combattante et historique d'ébranler l'Empire coloniale de France.

En Algérie, Ouzegane est une fois encore au meeting du PCA, organisé à la salle Majestic le 24/9/1944 où il est accompagné de Waldeck Rochet et Johnny Berlioz afin d'expliquer aux militants et adhérents du Parti, les résultats de la Conférence centrale du parti. Avec le même Berlioz auquel se joindra Léon Feix, le nouveau idéologue du PCF, Ouzegane est à la 2^e Conférence centrale des Jeunesses Communistes d'Algérie qui terminera ses travaux le 23/10/1944 à la salle Bordas. Comme de tradition les délégués apportèrent le bilan de leur activité dans différentes sections, leurs revendications et leurs suggestions.

Du 8 au 17/2/1945 un événement mondial a manqué le mouvement syndical. A Londres, s'est ouverte la 1^{er} Conférence mondial des syndicats comprenant 204 membres, 40 organisations ouvrières nationales, 15 organisations syndicales internationales et 08 dites neutres, représentant quelques 60 millions de syndiqués. La CGT français était présente avec une représentation de 18 délégués dont l'Algérien Mohamed Marouf pour toute l'Afrique du Nord. Amar Ouzegane se rendra à Casablanca (Maroc) afin d'assister au meeting organisé par le PCM, le 18/2/1945. Au théâtre municipal de la ville, il y avait le secrétaire du PCM, Ali Yata, Victor Joannès le délégué du PCF en Afrique du Nord. Le « communiste » Algérien, note à cette occasion sa joie de parler et pour la première fois devant les populations marocaines, tout en soulignant la nécessité de poursuivre la lutte contre le fascisme hitlérien, ennemi juré de tous les peuples. Il ajoutera que le Parti communiste, ayant toujours poursuivi **une ligne de conduite rectiligne** a constamment travaillé dans l'intérêt supérieur de la France généreuse et humaine. Ouzegane marque aussi sa fierté d'avoir mené le bon combat contre le fascisme et ses agents. Parmi ces derniers, se trouvent les trusts qui maintiennent la population dans la servitude et pratiquent une politique de division. Ainsi donc, il convient d'unir les populations nord-africaines, entre elles, puis le peuple Français, leur allié naturel, pour châtier les traîtres et liquider toute survivance vichystes, supprimer les barrières douanières arbitrairement établies entre les pays de l'Afrique du Nord et instituer, enfin dans ces pays une démocratie réelles, à l'image de la France nouvelle.

En rentrant en Algérie, Amar Ouzegane s'engage pleinement dans ce « combat » pour cette France nouvelle qui abrogera le code de l'Indigénat et ouvrira les portes devant *une démocratie coloniale* à de futur Musulmans non- citoyens bien sur !

Les événements génocidaires du 8 mai 1945 dites du Constantinois, révéleront un Ouzegane totalement acquis à l'idée d'une Union française qui passe par le seul chemin électoraliste. Après avoir soutenu durant le Front populaire le projet Viollette, il s'acharnera avec un semblant de « parti communiste » à soutenir une fois encore la voie de la démocratie libérale du parlementarisme colonial ouverte par le gouvernement

provisoire du CFLN. Il participera aux élections d'octobre 1945 en menant bataille contre ceux qui ont été derrière les « troubles du Constantinois », à savoir les nationalistes qualifiés de supporters des agents des vichystes camouflés au sein de l'administration et leurs alliés, les féodaux terriens.

Les résultats de ces élections montreront que la voie choisie par le PCA est totalement erronée, sinon néfaste. L'administration coloniale préférera cette fois, de soudoyer les nationalistes en les récupérant politiquement et s'éloigner d'un PCA totalement vidé de ses capacités de nuisance à l'encontre du nouvel ordre colonial. A Alger et autour des 4 sièges, Ouzegane n'aura que 81425 voix devant une victoire écrasante de la liste de l'Union et Progrès Social qui aura, pour les 3 premiers sièges, un total de 135570 voix.

A Constantine, son camarade Mohamed Chouadria, aura les quelques 41303 voix devancé par les listes « Union Démocratique Franco-Musulmane » et celle de la SFIO, qui partageront les 232574 voix sur les 275877 du suffrage exprimé.

Devant se raz-de-marée des candidats de l'administration et des nationalistes-réformistes, le journal du Secours Populaire, *La Défense*, du 16/1/1945 s'interrogera sur le pourquoi d'une Algérie qui n'a pas voté « à gauche » et dans lequel nous lisons :

« C'est parce que les Algériens n'ont pas été partout en mesure de voter comme ils s'entendaient (si nous voulions citer tous les faits qui illustrent cette affirmation nous pourrions remplir les huit pages de notre Défense) »

le texte évoque un scrutin systématiquement faussé au niveau des communes mixtes du territoire du Sud et dans la région d'Abbo (extrême est d'Alger) et le journal cite la commune de Bou-Mehdi où il y avait 200 votants, en ouvrant l'urne, il n'y restait que 120 bulletins de la liste Ouzegane au milieu de 1055 bulletins de la liste du féodal Bachir. Au Camp-du-Maréchal (aujourd'hui Tademaït, Tizi-Ouzou) le frère du caïd a été vu en train de verser des enveloppes dans l'urne ouverte. A Sidi-Aïssa (M'Sila), le caïd déchira publiquement 150 bulletins de la liste Ouzegane en proclamant leur annulation. *La Défense*, parle de chantage au ravitaillement, de menaces d'arrestations et de provocations à l'encontre des électeurs et de substitution des bulletins « des listes démocratiques ».

au mois de novembre 1945, la Constituante d'Algérie décidera de nommer une Commission d'enquête afin d'examiner les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections dans le département d'Oran, au niveau des listes des Non-citoyens (2^e Collège), une région jugée fief du PCA. Le député communiste-musulman a fait remarquer qu'au moment « où la France donne le droit de vote à 1200000

Musulmans, au lieu de 200000, il importe que le scrutin apparaisse incontestable ». il intervenait bien sur, en tant que secrétaire de l'Assemblée Constituante qui a été élu par 499 voix et dont la présidence a été confiée à Jacques Duclos.

Le 1^{er} décembre 1945, les députés communistes d'Algérie, Mme Alice Sportisse, Pierre Fayet, Camille Larribère et Ouzegane, auxquels s'était joint le « communiste » général Tubert, ont entretenu le ministre de l'Intérieur des « *problèmes urgents concernant, en Algérie, les mesures de grâce pour les récentes condamnations à morts* », de même pour des questions de semences, des salaires et de la sécurité sociale. Histoire de noyer le poisson dans l'eau, le ministre Tixier a donné certains « apaisements » quant aux mesures de clémence à faire intervenir à l'occasion de l'arriver au pouvoir du nouveau gouvernement. Au sein de ce dernier, le futur fasciste Jacques Soustelle a été nommé ministre des Colonies.

Amar Ouzegane faisant partie de cet appareil idéologique de l'administration coloniale, s'associera au Dr. Bendjelloul en vue de présenter des propositions de lois accordant une amnistie à certains musulmans nord-africains, condamnés lors des « événements du Constantinois ». avant la déposition du projet de loi en question, Ouzegane est à Paris, en compagnie du docteur Larribère, député d'Oran, assisté à la journée de l'Aïd El-Kebir des travailleurs Cégétistes nord-africains de la région parisienne. *L'Humanité* du 1/12/1945, écrira que c'est sous le signe de l'amitié des peuples de France et d'Afrique du Nord, qu'un repas comprenant le traditionnel couscous a été servi à 400 invités et que dans l'après-midi, les deux députés « communistes » sont venus tour à tour dégager le sens d'une telle journée de solidarité sociale.

Début 1946, l'assemblée Constituante à Paris, avait incluse quelques figures communistes des colonies au sein de commissions parlementaires. C'est ainsi que nous trouvons le nom d'Amar Ouzegane dans les 9^e Commission des finances et du contrôle budgétaire ainsi que la 10^e Commission dite, de l'Intérieur, de l'Algérie et de l'administration, aux côtés de Jacques Duclos, André Marty et Georges Cogniot pour ne citer que ceux-là. Camille Larribère sera simultanément député de la Constituante et membres de la 5^e Commission de la Défense nationale et de 16^e Commission des territoires d'Outre-Mer aux côtés de Léopold Bistol et Aimé Césaire pour La Martinique et le docteur Vergès pour La Réunion. Quand a Mohamed Chouadria, il sera désigné membre de la 17^e Commission du travail et de la sécurité sociale.

C'est dans ce cadre « démocratique » que luttent enfin les PC des colonies. Nous retrouvons ainsi un Jean-Marie Larribère (1892-1965), alors député d'Oran, déplorait le caractère hâtif des débats qui ont « *une telle importance* », estime cet orateur, en

dénonçant même ce qu'il nommait le régime antidémocratique qui préside encore à la désignation des organisations financières de l'Algérie et l'insuffisance des mesures en matières sociales, en matière de constructions scolaires et sanitaires. Il demanda aussi la suppression du système des caïdat, ainsi que l'amnistie totale pour les emprisonnés politiques musulmans.

Au mois de février 1946, Ouzegane demande au secrétaire d'état à la présidence du Conseil, chargé de l'information, quelles sont les raisons qui ont motivé la suppression de l'autorisation de paraître, accordée au journal *L'Algérie Nouvelle* d'Alger qui était un nouveau titre de l'organe du PCA la *Lutte Sociale*, seul journal en Algérie, estime-t-il,

« Qui ait continué à poursuivre la lutte clandestine contre Vichy et les commissions italo-allemandes, malgré les nombreuses condamnations à mort et aux travaux forcés et les tortures affligées à ses héroïques rédacteurs, imprimeurs et diffuseurs, alors qu'une multitude de journaux ont été nouvellement créés à Alger et que la presse hitléro-fasciste n'a jamais cessé de paraître malgré la libération. »

Durant les élections du 2^e Collège à Oran, il y a eu de vifs incidents causant plusieurs morts parmi les musulmans. Une commission d'enquête parlementaire a été envoyée sur place et ses résultats ont été présentés par Maurice Lacroix qui déclara que les élus eux-mêmes ne doivent pas être incriminés, mais seulement la pression qu'a fait subir l'administration française en faveur de ces élus. Il conclura qu'il est bien tard pour prononcer des invalidations et que l'on ne peut pas se lancer dans de nouvelles élections dans l'Oranais, à quelques semaines des élections générales. Ouzegane, le député communiste, rétorquera que :

« Les musulmans d'Oran, préfèrent n'avoir pas de représentants que des représentants choisis par l'administration et les puissants d'argent. »

Mais mise à part cette petite note critique, en réalité le chef du PCA, avait auparavant félicité la commission d'enquête de la loyauté incontestable de son jugement et ce en sa qualité de député musulman non-citoyen. Et il dira entre autre :

« Il est établi que les élections ont eu lieu dans des conditions anormales. Les musulmans préfèrent ne pas être momentanément représenté plutôt que de l'être par les hommes choisis par le préfet. Le groupe communiste votera l'annulation des élections et

demande la révocation du préfet d'Oran, des administrateurs et des caïds complices. Ce sera une victoire de la démocratie sur le fascisme. »

Le député socialiste à la Constituante, Pierre Bloch, appuiera les déclarations d'Ouzegane, Lakhdari et Boumchenouf. On procéda au vote à main levée, mais les résultats étaient douteux, alors un scrutin public est décidé à la tribune.

Dans son édition du 28/2/1946, le *Journal Officiel de la République française*, inscrit dans le compte-rendu de cette journée, qu'à 15 heure et en séance publique, Amar Ouzegane était en discussion sur des projets de lois portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'amnistie pleine et entière à tous ceux qui, en Algérie, antérieurement et postérieurement au 8 mai 1945, ont été condamnés pour certains faits politiques. De même pour le député Mohamed Achour et plusieurs de ses collègues, sauf pour le caïd Benchenouf qui préféra interpeler le ministre de l'Intérieur sur les « *mesures qu'il compte prendre pour remédier à la misère entraînant une immortalité effrayante* » sévissant en Algérie.

Au mois de mars, Ouzegane, Chouadria, Pierre Fayet, Camille Larrivière, Mme Sportisse et plusieurs autres de leurs collègues ont déposés un texte de loi tendant à faire de la langue arabe une langue officielle aux côtés de la langue française en Algérie. Le projet du texte stipulait cinq articles, à savoir :

« Article Premier – En Algérie, la langue arabe est la langue officielle, à côté de la langue française ;

Art. 2 – Les actes du gouvernement, de l'administration générale et locale et de tous les actes des pouvoirs publics, seront portés à la connaissance de la population algérienne obligatoirement en français et en arabe ;

Art.3 – Les tribunaux seront assistés en permanence de traducteurs jurés qui donneront connaissances des débats au fur et à mesure de leurs déroulements, ainsi que de la sentence ;

Art.4 – L'enseignement de la langue arabe est obligatoire dans les établissements scolaires de tous les degrés ;

Art.5 – Le ministère de l'Intérieur est chargé de prendre dans le plus bref délai les décrets pour l'application réelle de la présente loi. »

Un texte qui ne verra jamais le jour contenu des résistances de la part des forces politiques et sociales en Algérie rejetant de voir une quelconque idée d'autonomie de la colonie vis-à-vis de la Métropole, mais bien un territoire totalement assimilé et intégralement francisé. Ouzegane et le PCA s'enfoncèrent de plus en plus dans les orientations anti-marxiste-léniniste du PCF, du genre de *cette nation algérienne en formation* et à l'occasion du 47^e anniversaire de Maurice Thorez, le directoire du PCA envoi un télégramme de *témoignage de sympathie au grand lutteur de classe*.

En juin 1946, les élections législatives en Algérie montrèrent une fois de plus que la ligne de soumission politique et idéologique est une voie antirévolutionnaire dans le contexte de la lutte anticolonialiste, dans un contexte mondial bien complexifié par l'annonce d'une « Guerre froide » des puissances impérialistes face à la montée des Révolutions prolétariennes et anticolonialistes sous la houlette de l'URSS triomphant du nazisme. En Algérie, c'est encore un échec cuisant du PCA au sein de ce deuxième collège des musulmans non-citoyens, après que l'électorat traditionnel du PCA ait abandonné ceux qui s'éloignaient de plus en plus du prolétariat colonial. Les « communistes » sont devenus le fruit de la colère face à une montée du nationalisme-réformateur qui joua la carte d'un certain radicalisme aux côtés du PPA en se nourrissant, dans la parole, de patriotisme arabe et musulman que la population algérienne assimila à une nouvelle forme de pensée politique.

Un Comité de Défense de l'Afrique du Nord a été créé et décide dans son programme d'action d'alerter tout le Monde arabe par la célébration de la « Journée de l'Afrique du Nord » par des grèves, des manifestations diverses et des souscriptions, tendant à dénoncer l'action de la France en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Vers la fin de l'année 1946, Ouzegane envoi le 3/12 un télégramme au seul député communiste d'Alger, Pierre Fayet, au sujet des trois nouvelles exécutions à mort d'Algériens arrêtés après le 8 mai 1945 et dans lequel il est écrit, « *trois condamnations à mort exécuter lundi, malgré promesse du gouvernement* ». Devant cette nouvelle, les députés « communistes » Mohamed Mokhtari, Djemad Chérif, Pierre Fayet et Alice Sportisse sont intervenus auprès de Le Troquer, ministre de la Défense. Celui-ci leur a déclaré que le télégramme ordonnant de réusoir à toute exécution « *est arrivé à destination avec un retard de 18 heures* ». à 19 mois des événements du 8 mai 45, 7 exécutions à mort ont touchés des citoyens algériens et au quotidien, *Ce Soir*, de s'interroger : A quelle réaction les éléments vichystes d'Algérie veulent-ils pousser les musulmans ?

Alors que le 4^e Congrès du PCA (17 au 19/4/1947) se marginalise davantage avec son programme politique sur une Algérie libre et démocratique dans le « *sillage d'une union des races constitutives de la nouvelle nation algérienne* », Le Devoir de vivre,

organe de la Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme (LICA), de janvier 1948, nous lisons :

« En Algérie, une situation latente vient de ce préciser : la position politique des musulmans. Depuis quelques jours, une Union est née d'un concert raciste. Ou, mieux, une conception raciste des appels racistes des milieux anti-arabes (Je ne dirais pas antimusulmans) ont recréé par réaction le concept raciste de l'union des Arabes. Les uns ou les autres ergoteront et soutiendront à « ce n'est pas nous qui avons commencé », comme si en telle manière, la position chronologique dans l'ignominie était une excuse ou une justification !

Trois partis arabes, dits aussi musulmans, ce sont alliés pour une certaine unité d'action. Le MTLD (ex-PPA) de Messali Hadj, l'UDMA de M. Ferhat Abbas et le PCA d'Amar Ouzegane ont trouvé un « modus vivendi » (Manière de vivre-Compromis, NDL) qui est aussi « modus activi » (Manière d'activité et d'opérer, NDL).

« Union pour une République Algérienne », telle est la raison sociale et politique du nouveau mouvement (...) Les nationalistes de Messali la voient entièrement indépendante (...) Les progressistes de Ferhat Abbas la veulent « dans le cadre de l'Union française », les communistes d'Amar Ouzegane l'espèrent « comme stade indispensable pour atteindre l'internationalisme ».

En réalité, seule l'animosité antieuropéenne lie ces trois frères ennemis, seul le racisme les rapproches, seul la haine les unit : premier danger. »

Nous sommes au début de 1948 et Amar Ouzegane est définitivement exclus des instances du PCA décidée par André Marty, Jacques Duclos et d'autres dirigeants du PCF, avec une « motion spéciale » : On lui incombe toutes les erreurs du PCA à son compte propre et à ses agissements.

Mais à la lecture de ce qui précède, l'itinéraire d'Ouzegane été de tout temps celui d'un docile et appliqué militant qui n'a jamais cessé de défendre et avec enthousiasme remarqué, les orientations politiques du Parti-père de Paris. Une institution encrée dans le réformisme et le révisionnisme moderne, qu'avait soutenu Ouzegane dès 1936. En s'excluant lui-même de l'histoire du Mouvement communiste algérien, par son opportunisme, sa pantalonnade et son abstraction, il était presque naturel qui revient au galop à ces sources désuets aux anachronismes historiques.

ANNEXE: 1

Comité central du P.C.F.
1er et 2 Novembre 1934
4ème séance

499 M/L

193

AMAR

Je veux profiter de mon passage à Paris où je vais assister au conseil national des P.T.T. pour adresser un salut fraternel au nom du Bureau régional d'Algérie au Comité central et par la même occasion si vous le permettez, camarades, je puis vous indiquer la situation dans laquelle nous nous débattons à l'heure actuelle.

Le camarade Ferrat vous a certainement indiqué quelques idées sur ce que nous avons fait mais je pense que je peux apporter quelques éléments nouveaux qui permettront au comité central de voir clair dans la région algérienne qui a été délaissée nous en sommes persuadés, un peu trop.

Camarades, dans la dernière conférence qui s'est tenue en Mai il a été désigné une nouvelle direction mais dans laquelle quelques éléments de l'ancienne direction étaient encore. A ce moment là nous avons fixé comme tâche pour le nouveau B.R. la parution de la Lutte sociale, le travail paysan, le travail syndical, le recrutement, c'est à dire une nouvelle orientation vers la l'arabisation.

Camarades, je dois dire qu'aussitôt que nous avons eu de grandes difficultés et nous avons constaté que malgré l'effort que nous fournissions, il existait parmi les membres du B.R. des camarades qui avaient déjà mené le parti à la liquidation complète, qui persistaient dans un travail de sabotage.

A la conférence régionale l'ancienne direction dans l'examen de son rapport d'activité a fait son mea-culpa, recon-

Amar (Suite)

500 M/L

194

naissait ses faiblesses et pour se justifier pour montrer qu'elle avait fait quelque chose, elle a dit, le bureau régional n'a pas vu clair, il a fait un travail anarchi^{que} et s'est substitué aux rayons c'est à dire que tous les efforts de la direction régionale s'étaient portés sur le rayon d'Alger. Aussitôt après, à la nouvelle direction régionale nous avons constaté tout le mal qu'ont fait les camarades dirigeants. Par exemple en examinant le rayon, il a été facile, dès les premiers jours de voir que le Comité central a été trompé. Le rayon d'Alger n'existait que sur le papier et par exemple les cellules qui faisaient la gloire de nos camarades de l'ancienne direction, c'est à dire les cheminots, c'est à dire la S.R.A., les cellules de Belcour où militait Boualem, se sont révélées dès les premiers jours comme inexistantes.

Cette situation qui existait depuis de longues années parce que j'en ai la ferme conviction, les camarades délégués ici ont fait une politique de bluff. J'ai appris que chaque fois qu'un camarade venait ici, il dressait un tableau encourageant de la situation, à tel point que les camarades du C.C. étaient persuadés que l'Algérie était près de faire la Révolution.

Les camarades de l'ancienne direction portent une responsabilité très grande et notre camarade SAÏD qui fait partie de la nouvelle direction, a avoué il n'y a pas longtemps, que cette chose était connue, que c'était d'accord avec Boualem et que si on disait cela, c'était pour ne pas décourager les camarades et ne pas donner une mauvaise opinion aux camarades de la base.

50p 10/

AMAR suite

Camarades on a constaté aussi que la liquidation du Parti n'était pas seulement dans l'organisation même du Parti mais qu'elle était dans toute la région . Et pour donner quelques idées du travail sectaire que faisaient ces camarades je puis dire par exemple tout le mal qu'il nous ont fait , en temps que Parti . A un certain moment nous avions honte , nous communistes, de nous dire communistes , pourquoi ? c'est justement parce que une politique de calomnies était menée par certains éléments contre nous et les camarades de la Direction n'ont rien fait contre cela.

A La section d'Algérie de l'Etoile Nord Africaine, il y avait un groupe national révolutionnaire à la tête duquel était notre camarade Boalem qui était l'animateur de ce mouvement , et qui permettait que des camarades nationalistes, fanatiques, attaquent le Parti Communiste et justement nos camarades de la direction qui formaient la fraction là dedans permettaient ainsi aux travailleurs sincères de pouvoir envisager , voir sous un jour mauvais notre Parti, et ce qu'il y a dire aussi c'est que ce mouvement à l'heure actuelle sse développe avec tous les éléments qui étaient autour de Boalem . Camarades vous êtes certainement au courant de la démission du Cde BEY . Après la Conférence il a consenti à travailler mais nous avons constaté, dès les premiers jours, qu'il flânait , qu'il avait une inactivité complète et par le

502/LC/

196

AMAR suite

moyen du contrôle des décisions , il nous a été possible
 de/le coïncider et dans plusieurs bureaux régionaux il a été inca-
 pable d'assurer une activité, de remplir les tâches les
 plus minimes , de plus lorsqu'il a vu que nous étions
 décidés à travailler sérieusement , il a par l'inter-
 médiaire d'une certaine camarilla qui était à ses côtés
 essayé de nous dresser les uns contre les autres. La première
 politique de ce groupe a été de calomnier nos camarades
 BENALI et MOCHERA , en disant que Mochera était un
 ivrogne alors que Mochera ne prend même pas du vin pendant
 ses repas, c'est pour dire toute la bêtise où ils sont
 allés, ils ont même été jusqu'à des calomnies abjectes que
 je ne veux pas montrer à nos camarades du comité central,
 mais ce qu'il y a à remarquer justement , et nous posons la
 question devant le C.C. puisque notre camarade Boalem en
 était membre , après son inactivité de plusieurs mois
 justement au moment où il fallait consolider nos forces,
 au moment où le Parti avait besoin de lui, au moment
 où le parti devait redoubler d'activité , il nous a adres-
 sé une lettre où il disait qu'il démissionnait de la
 direction , qu'il avait ~~xxxxxxx~~ consenti à prendre à la
 conférence, parce qu'il était persuadé que la section
 coloniale allait changer de méthode vis-à-vis de lui , mais
 que ces méthodes sectaires il continue à les remarquer et
 c'est pourquoi dans ces conditions il ne peut plus conti-
 nuer..”

Si, encore il avait situé cette question

500⁸ LC/

AMAR -suite-

au point de vue personnel nous ne serions pas rentrés
là dedans puisque cela intéresse le C.C.

Mais ces camarades justement
par toute leur politique ont essayé de nous calomnier
et je dois dire qu'à l'heure actuelle il nous a dit qu'il
allait partir pour ne pas gêner notre mouvement et à
l'heure actuelle il est de retour à Alger et il continue
sa politique de désorganisation, de calomnie contre nous
c'est pourquoi je dois dire encore dire encore quelque
chose de grave pour un membre du C.C. c'est que ce camarade
lorsqu'il a démissionné ne nous a pas rendu le matériel
qu'il détenait, et de plus, lors de son passage à Oran
il a pris toutes les adresses du rayon d'Oran et ne les
a pas rendu jusqu'à ce jour, et justement il a pris
les adresses de plusieurs cellules d'Alger justement
celle de la Redoute où nous avons beaucoup de camarades
indigènes. Je ne veux pas dire qu'il y a là une question
de provocation, mais pour un membre du C.C. qui connaît
les questions d'organisations, c'est surprenant.

Alors camarades, malgré les embûches,
cela ne nous a pas empêché de travailler et c'est pourquoi
nous avons satisfaction de voir la Lutte Sociale paraître
régulièrement, d'avoir un journal qui intéresse beaucoup
les indigènes. Les travailleurs arabes, particulièrement
à Alger connaissent la Lutte Sociale et l'achètent réguliè
rement. P

198

50/10/

AMAR suite

Pour le travail paysan nous sommes arrivés chez les paysans, nous avons visité quelques marchés et le résultat par nos camarades de Tlemcen c'est un résultat merveilleux puisque justement nos camarades sont presque tous des arabes et sont arrivés à former une cellule de paysans.

Pour Alger nous avons visité plusieurs coins qui nous environnent, nous avons été au marché de Maison Carré diffuser plusieurs milliers de tracts, nous avons visité plusieurs fermes où nous avons touché quantité de travailleurs arabes, et nous sommes en liaison avec nos camarades de ... où nous pensons organiser bientôt une cellule.

Au point de vue du travail syndical, c'est la véritable pagaille, parce que même les dirigeants du Parti, n'étaient même pas syndiqués, la situation au point de vue de l'U.R. est un véritable scandale. Notre camarade NAVARE est désaxé à la suite de son incarcération à l'heure actuelle par l'intermédiaire du Parti nous avons monté quelques embryons de syndicats avec l'aide de nos camarades Lutgen et Défaillat. Nous avons monté quelques sections syndicales qui devaient se développer mais elles n'ont pu rester car aucun camarade ne pouvait s'intéresser à cela.

Sur le front unique, il y a le pacte signé avec les socialistes et pour nous le résultat sérieux

199

~~500 pages~~ 101

AMAR suite

c'est que nous y avons inclus les revendications
immédiates des indigènes.

AMAR (suite)

506. G.B.

200

Pour les nationaux réformistes, nous avons essayé de les toucher, mais nous leur avons envoyé une délégation, nous avons profité de la présence de Me Hajje pour les entraîner à nous sur des points concrets immédiats. Mais les nationaux réformistes ne veulent pas venir à nous parce qu'ils ont peur de se compromettre.

Pour l'Etoile Nord-Africaine, nous faisons des efforts et nous avons beaucoup de camarades qui sont près de nous.

Pour terminer, je ne peux pas m'étendre parce que notre camarade Ferrat vous le dira plus loin. Mais je dois attirer l'attention des camarades au sujet de l'arrestation de notre camarade Benani. Il y a près d'un mois qu'il est en prison à Barberousse, au secret. Nous avons pu communiquer avec lui, mais nous devons mener une campagne d'agitation formidable autour de son nom. Jusqu'à l'heure actuelle, nous ne le présentons pas comme membre du Parti, mais il faut que vous nous aidiez dans cette campagne parce que justement nous n'avons pas d'électeurs.

J'ai un point essentiel, c'est que ~~exactement~~ justement il faut que le C.C. s'intéresse d'une façon particulière à notre camarade, sinon cela donnerait des armes à la camarilla de Boalem qui dit que le C.C. et la section coloniale ne s'intéressent pas aux militants indigènes et les laisse tomber lorsqu'ils sont incarcérés. C'est pour cela que je vous demande de faire tout le possible pour lui.

45

 PARTI COMMUNISTE S.F.I.C. ALGER

QUESTIONNAIRE N° 2 A remplir par la direction régionale.

PROPOSITION DE CANDIDATURE FAITE PAR LA DIRECTION REGIONALE POUR LE COURS DE 9 MOIS A

L.É.L.I.

Nom et prénoms du candidat: Belarbi Ahmed

Pourquoi avez-vous porté votre choix sur ce camarade Nous

plusieurs raisons! c'est le seul camarade qui actuellement peut profiter de l'enseignement de la dite école tout a fait sérieux et capable de devenir un véritable cadre dirigeant

Quelle est son attitude envers la politique du Parti il est toujours et en accord avec la ligne du parti

et plus il a contribué de beaucoup a clarifier la politique du parti en offrant

Comment remplit-il ses fonctions il remplit ses fonctions d'une façon véritable, très

45

 PARTI COMMUNISTE S.F.I.C. ALGER

QUESTIONNAIRE N° 2 A remplir par la direction régionale.

PROPOSITION DE CANDIDATURE FAITE PAR LA DIRECTION REGIONALE POUR LE COURS DE 9 MOIS A

L.É.L.I.

Nom et prénoms du candidat: Belarbi Ahmed

Pourquoi avez-vous porté votre choix sur ce camarade Nous

plusieurs raisons! c'est le seul camarade qui actuellement peut profiter de l'enseignement de la dite école tout a fait sérieux et capable de devenir un véritable cadre dirigeant

Quelle est son attitude envers la politique du Parti il est toujours et en accord avec la ligne du parti

et plus il a contribué de beaucoup a clarifier la politique du parti en offrant

Comment remplit-il ses fonctions il remplit ses fonctions d'une façon véritable, très

Documents de l'Ecole Léniniste de l'I.C, concernant le militant Belarbi Ahmed, dit "Boualem".

LA LISTE D'UNION POPULAIRE TRIOMPHERA DIMANCHE A ALGER



Nos camarades **BEN ALI BOUKORT...**

Nos lecteurs connaissent le magnifique résultat du premier tour des élections indigènes au conseil municipal d'Alger.

La liste d'Union populaire, c'est-à-dire la liste de l'union pour le pain, l'école, la liberté, la propreté et la paix a réuni 956 à 675 voix, dépassant de plusieurs centaines de voix les autres listes.

Nul doute que, dimanche prochain, les électeurs musulmans algérois vont parfaire le triomphe du 27 juin contre les représentants des ennemis du peuple algérien et du peuple français.



...et **OUZEGANE**, secrétaires du Parti communiste d'Algérie, qui ont été placés en tête de la liste d'Union populaire, dimanche dernier.

23^e ANNÉE

NOUVELLE SÉRIE
N° 1

JANVIER 1946

CADRE

DU COMMUNISME

REVUE MENSUELLE PUBLIÉE PAR LE COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

« Le Communisme est le progrès du monde, »
Paul VAILLANT-COUTURIER.

AU SOMMAIRE :

JACQUES DUCLOS

Notre Politique (éditorial)

André MARTY

Les trois grands exemples de LENINE

Eugène HENAFF

Les revendications et les moyens de les faire aboutir

Waldeck ROCHET

**La réforme agraire dans les pays de l'Est
et du Sud-Est européen**

Georges COGNIOT

La Conférence des-Trois à MOSCOU

Textes de LENINE et STALINE
à l'occasion du 22^e anniversaire
de la mort de LENINE

VOIR SOMMAIRE DÉTAILLÉ À L'INTÉRIEUR.

REDACTION :
44, rue Le Pelletier, Paris (9^e)

PRIX : 15 francs

Jacques DUCLOS	
NOTRE POLITIQUE (Editorial)	3
André MARTY	
Les trois grands exemples de LENINE, penseur, homme d'action, fonda- teur du Parti ouvrier de type nouveau	16
Joseph STALINE	
LENINE.	38
V. J. LENINE	
Les trois sources et les trois parties intégrantes du marxisme	44
Eugène HENAFF	
Les revendications et les moyens de les faire aboutir	49
Waldeck ROCHET	
La réforme agraire dans les pays de l'Est et du Sud-Est européen	60
Georges COGNIOT	
La Conférence des Trois à Moscou et ses heureux résultats	66
Amar OUZEGANE	
Notes sur la situation politique en Algérie	75
Bibliographie : Lénine et la Jeunesse	83
LES FAITS DU MOIS	86
LA VIE DES CAHIERS	90

Amar OUZEGANE

NOTES SUR LA SITUATION POLITIQUE EN ALGÉRIE

Le Comité Central du Parti Communiste Algérien a tenu une importante session les 5 et 6 janvier 1946.

Ses travaux ont été concentrés sur les deux problèmes essentiels du moment : l'amnistie et les revendications immédiates.

On sait qu'à la suite du complot fasciste du 8 mai 1945, une répression féroce, à caractère raciste, et fasciste, s'est poursuivie à travers l'Algérie entière, 30 condamnations à mort dont 22 furent mises à exécution, des centaines de condamnations de travaux forcés à perpétuité et à temps pleuvaient sur des innocents dont les tribunaux militaires refusaient de vérifier les alibis et d'entendre les témoins à décharge.

Mais les véritables responsables du complot, les organisateurs des représailles à l'hitlérienne, initiateurs des milices civiles, n'ont jamais été arrêtés, tels Berque, ancien directeur des « Affaires Musulmanes » du Gouvernement général, Lestrade-Carbonnel, ancien préfet de Constantine, le général Duval, ancien commandant de la division de Constantine, aujourd'hui à Tunis. Le fusilleur Archiary est toujours sous-préfet de Guelma, alors que le Ministre de l'Intérieur lui-même l'a reconnu coupable de onze exécutions illégales.

AMNISTIE AUX EMPRISONNÉS POLITIQUES MUSULMANS !

Cette répression à sens unique a soulevé l'indignation générale. Le Parti Communiste Algérien, au lendemain des élections à la Constituante a pris l'initiative de constituer des Comités populaires pour l'amnistie aux emprisonnés politiques musulmans.

Cela a donné naissance à un véritable mouvement de masse — plus de 100.000 cartes placées en deux mois —

entraînant non seulement les larges couches arabes, berbères, mais aussi les démocrates européens.

Les seigneurs de la colonisation, la réaction et les soutiens du fascisme qui avaient tenté d'approfondir le fossé entre les populations algériennes et de les dresser en deux blocs hostiles, s'orientent maintenant vers une manœuvre tendant à faire bénéficier S.O.L., P.P.F., et autres hitléro-pétainistes, ravitailleurs de Rommel ou saboteurs de la production, de la mesure d'amnistie.

La « Dépêche algérienne » et toute la presse vichysoise qui appelait à la repression plus féroce, à la « politique du gendarme » au lieu de la « politique du bulletin de vote » fait chorus avec « L'Époque » sous le slogan « L'amnistie?... D'accord, mais pour tout le monde! »

La vigilance est plus que jamais nécessaire pour faire aboutir le projet de loi déposé à la Constituante par le groupe communiste.

La vigilance est plus que jamais nécessaire pour déjouer les provocations à la famine, savamment organisées par le sabotage de la production, la mauvaise répartition des semences, des engrais et de la nourriture du cheptel, la gabegie administrative laissant pourrir le blé sur les ports, dans les gares ou voyageant sous la pluie dans des wagons non bâchés.

POUR LE RAVITAILLEMENT DES CAMPAGNES ALGERIENNES

La répartition scandaleuse du ravitaillement dans les campagnes se traduisant par des douars entiers privés de blé ou d'orge — nourriture essentielle des musulmans pauvres — pendant deux et trois mois, plonge le pays dans une situation dramatique, pendant que la démagogie de certains élus « préfectoraux » risque de provoquer des illusions cruelles.

C'est pourquoi le Parti Communiste Algérien a proclamé courageusement : au lieu de promettre 10 kilos de blé par mois et par personne, au moment même où la France traverse une crise sérieuse, il vaut mieux assurer à tous d'une façon régulière et effective les 7 kg. 500.

Ce sera le moyen le plus efficace d'éviter le spectacle tragique des démobilisés privés de tout ravitaillement depuis six mois, des familles entières se nourrissent de cadavres d'animaux ou de tubercules sauvages, de très nombreux décès dans les grandes villes que la presse annonce pudiquement sous la rubrique « Morts naturelles ».

Le problème du chômage dans les villes et dans les campagnes — car les employeurs préfèrent la main-d'œuvre au rabais des prisonniers allemands — le problème des salaires et notamment celui des ouvriers agricoles, le problème de la sécurité sociale dont le projet signé par le camarade Croizat demeure « en panne » au Ministère de l'Intérieur, telles ont été les préoccupations attentives des militants algériens.

LE PARTI COMMUNISTE ALGERIEN

Le Parti Communiste Algérien a triplé ses effectifs d'avant 1939, mais son recrutement dans les entreprises, les ports, les chemins de fer, les domaines agricoles et les grandes fermes, surtout dans les couches prolétariennes et parmi les Musulmans, n'est pas en rapport avec le niveau de son influence considérable et sans cesse grandissante, traduite par le rayonnement de son journal « Liberté », le premier de l'Afrique du Nord, avec 25.000 abonnés et un tirage actuel de 115.000 que nous espérons porter à 150.000 exemplaires pour le prochain congrès du P.C.A., fixé aux 21, 22, 23 et 24 mars prochain.

On peut mesurer cette influence par les grands succès du Parti Communiste remportés aux élections successives. A la Constituante, cinq députés — dont une femme et deux Musulmans — alors qu'il n'y en avait aucun en 1936.

Aux élections des Conseils généraux, nous avons déjà marqué un pas en avant sur les élections municipales : douze conseillers généraux, dont une femme et quatre Musulmans, au lieu de l'unique conseiller général d'Oran en 1937. Nous venons d'avoir, le 13 janvier dernier, un nouveau conseiller général musulman, élu au premier tour dans la circonscription de Blida avec 5.400 voix, soit 2.300 voix de plus que le 21 octobre. Et 500 conseillers municipaux ou membres de Djemaâs au lieu de 20 avant 1939.

Le chiffre des voix obtenues à la Constituante est de 220.000 contre 100.000 aux élections cantonales.

Si nous examinons les résultats du département d'Alger, notre succès apparaît plus effectif. Dans le collège des « citoyens », la liste d'Union Démocratique patronée par le Parti a deux élus. Le nombre des voix passe de 25.000 à 46.000 aux élections à la Constituante.

Dans la ville d'Alger, nous consolidons nos positions : 25.000 pour la liste d'Union démocratique; 21.000 pour le M. R.P.; 6.000 pour la liste socialiste.

Le Parti Socialiste totalise pour le département 19.000 — gain de 4.000 — alors que nous avons gagné 21.000 — et n'a pas un seul élu, ce qui est sans doute la sanction d'une politique anti unitaire qui ne peut que favoriser, en Algérie comme en France, les forces de réaction. Il perd donc le siège de

Régis, ancien député socialiste d'Alger qui a voté pour Pétain et qui a sombré dans la collaboration.

Dans le collège des « non-citoyens », le collège musulman, nous avons deux élus, l'un à Alger avec plus de 82.000 voix, l'autre à Constantine avec 41.000 voix. A Oran, nous avons rassemblé 12.000 voix environ.

Au total 135.000 voix, soit 20 p. 100 des votants.

LES PRESSIONS ADMINISTRATIVES ANTIDEMOCRATIQUES

Mais les chiffres ne donnent pas exactement le tableau de notre influence réelle, car les élections ne se sont pas faites librement : maires réactionnaires, administrateurs et caïds font une pression inouïe sur les électeurs.

A Port-Gueydon, on amena les électeurs encadrés par des gendarmes armés de mitraillettes, le bulletin des candidats administratifs à la main.

A Hussein-Dey, cité ouvrière près d'Alger, les tirailleurs arrivaient au bureau de vote encadrés par d'autres soldats mousquetons à l'épaule. Bien entendu, les électeurs avaient tous un bulletin de vote de la liste officielle remis à la caserne par leur commandant. Mais en traversant la place de la ville, ils étaient pourvus d'autres bulletins.

Un fait courant : certains caïds ont retiré les titres d'alimentation avant le scrutin, avec menace de les confisquer définitivement si les paysans ne votaient pas en bloc pour les candidats du gouvernement.

Souvent, pour faire voter plus vite, l'électeur devait prendre le bulletin indiqué par le caïd sans passer par l'isoloir.

Certains administrateurs ont même simplifié cette opération : à la porte du bureau de vote, un employé de la commune mixte criait le nom de l'électeur, prenait soin de lui couper le coin de la carte et le renvoyait. A l'intérieur du bureau, le caïd plaçait le bulletin dans l'enveloppe et votait à la place de l'électeur.

Il est clair que toute tentative de contrôle par des représentants de listes non officielles n'était pas tolérée. Nos militants furent expulsés des bureaux de vote et parfois jetés en prison pour la journée.

L'examen des résultats est d'ailleurs très significatif : partout où la liberté de vote fut respectée ou assurée, non seulement dans les villes, mais dans les campagnes, la majorité des électeurs s'est prononcée en faveur du Parti Communiste.

Mais partout où régnait la terreur et notamment dans les territoires militaires du sud, ce sont les candidats administratifs (que nous appelons chez nous les « Béni oui-oui ») qui ont triomphé.

ORIGINALITE DU SENTIMENT NATIONAL EN ALGERIE

Ce qui est particulièrement remarquable, c'est que dans la région d'Alger nous avons réussi à entraîner autour de nous des éléments nationalistes qui nous considéraient, il y a seulement quelques mois, avec une certaine hostilité.

Il faut remarquer notamment des jeunes nationalistes de la région de Médéa, qui, malgré les directives reçues d'Alger pour provoquer l'abstention, ont fait le contraire. Ils nous ont aidé dans la campagne électorale et ont même participé au contrôle des bureaux de vote.

Nous avons donc réussi à réaliser une pénétration profonde dans les masses musulmanes en faisant effectivement la différence entre les chefs du mouvement nationaliste, porte-paroles de la bourgeoisie arabe dont la politique s'est toujours avérée instable, souvent aventurière, et les musulmans honnêtes, ouvriers, petits commerçants, paysans et surtout la jeunesse musulmane jusqu'alors éloignée de nous.

Quelles sont les raisons qui ont fait de notre parti communiste le premier parti de l'Algérie ?

La raison capitale, c'est que nous avons pris nettement et courageusement position sur le problème national.

En effet, le Comité Central du Parti Communiste Algérien a lancé, le 13 août 1945, un manifeste dans lequel est souligné le développement d'un sentiment de l'originalité nationale lié aux idées de liberté :

Les Algériens Européens, Musulmans et Juifs, se rendent compte de plus en plus de la nécessité historique de vivre ensemble dans leur Algérie, patrimoine commun à tous : moyens et petits colons, fellahs et khammès, fonctionnaires et employés, ouvriers des villes et des campagnes, commerçants et artisans, techniciens et intellectuels. Rien ne pourra les détourner de la route historique qui mène à la formation d'une communauté nationale algérienne, capable de vivre de sa vie propre.

Jusque-là, nous avons eu une attitude un peu timorée sur le problème national dans la crainte d'apporter de l'eau au moulin de la bourgeoisie nationaliste.

Aujourd'hui par une politique plus hardie, nous apparaissions aux masses musulmanes — et aux autres Algériens

— non seulement comme les défenseurs conséquents des intérêts immédiats, mais aussi des intérêts d'avenir.

A côté des progrès réalisés dans l'Algérois à la fois sur le plan européen et sur le plan musulman, les résultats obtenus dans le Constantinois et dans l'Oranie sont nettement insuffisants.

Dans le Constantinois :

8.200 voix pour le collège européen, 41.000 voix pour le collège musulman avec 1 élu, mais c'est insuffisant pour la région de Constantine qui a été le théâtre du complot fasciste du 8 mai et au cours duquel notre parti s'est révélé le seul défenseur des masses musulmanes.

Ce décalage entre nos trois régions est dû essentiellement au fait qu'on n'a pas compris l'évolution de la situation et pas appliqué correctement la ligne du Parti Communiste Algérien.

Nos camarades d'Oranie ont réussi dernièrement à se corriger d'une certaine indifférence à l'égard des masses musulmanes qui constituent pourtant l'immense majorité du pays ; 8 millions contre 1 million d'Européens.

Nous devons aussi nous efforcer d'être plus attentifs aux préoccupations des masses populaires et aviver notre vigilance politique afin de ne pas être surpris comme trop de camarades l'ont été par les tueries du Constantinois, alors que la Conférence des trois Partis Communistes Nord-Africains du 26 février 1945 dénonçait en ces termes, avec clairvoyance, les préparatifs d'émeutes de la faim et l'organisation du complot fasciste avec la complicité de la haute Administration :

La Conférence dénonce l'état de famine organisé dans les campagnes Nord-Africaines, comme une tentative délibérée des éléments fascistes, en vue de susciter des émeutes de la faim et des troubles qui pourraient, dans leur esprit, favoriser l'Allemagne hitlérienne, nuire à l'union des populations de l'Afrique du Nord, avec le peuple de France et justifier une répression sauvage et la suppression des premiers et récents progrès accomplis dans la voie de la démocratie.

Nous devons renforcer l'union des démocrates et des anti-fascistes au sein de la « France Combattante » dont on peut mesurer avec satisfaction le bilan d'activité.

Les masses musulmanes se tournent résolument vers nous, avec confiance, avec enthousiasme. Cela pose pour nous des responsabilités plus grandes, plus lourdes.

**« PLUS GRANDIT LA DEMOCRATIE
PLUS S'ATTENUE L'OPPRESSION NATIONALE »**

Il faut, en particulier, préciser davantage notre politique nationale en tenant compte des aspirations des populations d'Algérie, vers un avenir de liberté et d'émancipation nationale.

Nous devons affirmer avec force que nous n'avons jamais cessé d'être fidèles à nos principes, en particulier celui du **libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**.

Dans la résolution sur la question nationale qui fut adoptée par la conférence d'avril 1917, par le parti bolchevik, on peut lire :

Il n'est pas permis de confondre la question du droit des nations à la libre séparation avec la question de l'utilité pour telle ou telle nation de se séparer à tel ou tel moment.

(Histoire du Parti Bolchevik, chap. VII-P. 179).

Il est clair que l'intérêt de l'Algérie n'est pas de demander le divorce avec une France démocratique qui se forge dans la lutte contre les trusts sans patrie, c'est-à-dire contre nos propres ennemis.

Car, ainsi que nous l'enseigne le plus grand théoricien de la question nationale, le camarade Staline, **plus grandit la démocratie dans un pays, plus s'atténue l'oppression nationale et inversement**.

Or, cette appréciation juste du camarade Staline s'est vérifiée pour les populations algériennes par de nombreuses expériences.

A l'époque du Front Populaire, grâce aux conquêtes du peuple de France, grâce à l'aide de la classe ouvrière de France, l'Algérie a bénéficié pour la première fois de certaines libertés de réunion, d'organisation, de presse, des lois sociales, des 40 heures, des augmentations de salaires. Le code de l'indigénat n'était pas supprimé, mais était peu appliqué.

La « drôle de guerre », puis le vichysme ont été au contraire pour les populations de notre pays, une aggravation de l'oppression nationale.

C'est pourquoi aujourd'hui les Algériens — malgré les provocations, malgré la propagande des vichyssois — ont un immense espoir dans la victoire de la démocratie en France et notamment dans les succès du premier parti de France, le **Parti Communiste Français**.

Les populations algériennes connaissent le P.C.F. dont elles ont vu à l'œuvre les militants, notamment les 27 députés internés à Maison-Carrée, auxquels se sont joints d'autres camarades, dont André Marty, et les 300 communistes internés à Bossuet qui ont puissamment contribué à développer notre Parti Communiste Algérien et un mouvement syndical puissant.

Qu'il nous soit permis de remercier le Comité Central du Parti Communiste Français d'avoir su faire connaître à nos populations le vrai visage du peuple de France. Qu'il nous soit permis, au nom de notre Parti Communiste Algérien, de remercier le Parti Communiste Français de l'aide précieuse qu'il nous a apportée et qu'il nous apporte pour amener les populations d'Algérie vers une démocratie plus large, vers leur émancipation.



Les communistes algériens poursuivent leur action en vue :

1°) D'affirmer la personnalité algérienne par le respect de la langue maternelle et par la reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle à côté de la langue française.

2°) De démocratiser l'Algérie par la suppression du régime semi-féodal : caïdat, communes mixtes, territoires militaires, l'octroi de pouvoirs municipaux réels aux djemads de douar et de village en Kabylie.

D'obtenir l'égalité totale des droits dans tous les domaines entre tous les Algériens sans distinction de langue, de race ni de religion.

3°) De réaliser l'industrialisation rapide de l'Algérie.

4°) De relever l'agriculture algérienne par la saisie des domaines des traîtres et des saboteurs de la production et l'utilisation rationnelle en jouissance illimitée de leurs terres par les fellahs pauvres, petits colons, khammès et ouvriers agricoles.

Pour mobiliser les masses populaires et les guider dans la lutte pour plus de bien-être et plus de liberté, d'immenses tâches se posent devant le Parti Communiste Algérien qui, fort de l'expérience acquise, saura les résoudre en union libre, fraternelle et confiante avec le peuple de France.

Avant de partir, connectez-vous à Internet et...

Notez simplement l'ebook gratuit

Pour noter le livre que vous venez de lire, il vous suffit de passer la souris sur les étoiles, vous arrivez sur la page de l'ebook et vous pouvez cliquer sur le nombre d'étoiles que vous voulez accorder au livre.



Déposez votre avis

Vous pouvez déposer votre avis en cliquant sur le bouton "Donner mon avis". Vous arrivez sur la page des avis et avec quelques lignes, vous participez en écrivant votre ressenti de l'ebook que vous venez de terminer.

Donner votre avis



Les auteurs comptent sur vous

Table des matières :

Présentation.....	3
Un « PCA virtuel » pour des réalités concrètes.....	7
Amar Ouzegane, le « militant » des écoles coraniques.....	10
La Région Communiste d'Algérie (RCA).....	14
Mohamed Marouf, le lutteur de classe.....	18
Amar Ouzegane et la Commission coloniale du PCF.....	27
Amar Ouzegane et le combat frontiste.....	31
Ouzegane le conseiller municipal.....	36
Ouzegane : De la détention politique à la dérive idéologique.....	41
Une épuration coloniale méthodique.....	44
Deux PCA dites-vous ?.....	50
Ouzegane, le député réformiste de la colonisation.....	52
Annexes.....	65
Table des matières.....	85